PARLEMENT

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès

PROJET
DE LOI DE RÈGLEMENT, EXERCICE 2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION 5
PREMIÈRE PARTIE : EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS 6
PREMIÈRE PARTIE : EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS 6
De l'orientation et des objectifs de la politique budgétaire en 2023 (Rappel) 7
Des résultats de l'exécution des finances publiques en 2023 7
TITRE I : ANALYSE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 11
I. ANALYSE DES PRÉVISIONS DES RECETTES BUDGÉTAIRES 11
1.1. Synthèse des prévisions définitives des recettes budgétaires 11
1.2. De l'arrêté définitif des prévisions des recettes budgétaires par nature économique 13
1.2.1. De l'arrêté définitif des prévisions des recettes fiscales 13
1.2.2. De l'arrêté définitif des prévisions des dons, legs et fonds de concours 15
1.2.3. De l'arrêté définitif des prévisions des cotisations sociales 16
1.2.4. De l'arrêté définitif des prévisions des autres recettes 16
1.3. De l'affectation des recettes 18
1.3.1 Des Budgets Annexes 18
1.3.2 Des Comptes Spéciaux du Trésor 18
1.4. De la répartition des prévisions des recettes par type de budget et par nature économique 19
II. ANALYSE DES PRÉVISIONS DÉFINITVES DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 21
2.1. Synthèse des prévisions définitives des dépenses budgétaires 21
2.2. De la fixation et de la répartition par section, des prévisions des dépenses de personnel, des biens et services de transfert et d'investissement 22
2.3. De la fixation et de la répartition des prévisions des dépenses des budgets annexes 29

2.4. De la fixation et de la répartition des prévisions des dépenses des comptes Spéciaux du Trésor 30
III. DE LA DETERMINATION DES SOLDES BUDGETAIRES PREVISIONNELS 31
IV. DES PREVISIONS DES OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET DE FINANCEMENT 32
V. DE L'EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL PREVISIONNEL 33
I. ANALYSE DE L'EXECUTION DES RECETTE BUDGETAIRES 34
1.1. Synthèse de l'exécution des recettes budgétaires 34
1.2. De la répartition des recettes encaissées par type de budget et par nature économique 35
1.3. Analyse détaillée de l'exécution de recettes budgétaires par titre 37
1.3.1. De l'exécution des recettes fiscales 37
1.3.1.1. Des émissions des recettes fiscales 37
1.3.1.2. Des recouvrements des recettes fiscales 37
1.3.1.3. Des restes à recouvrer des recettes fiscales 38
1.3.2. De l'exécution des dons, legs et fonds de concours 41
1.3.3. De l'exécution des cotisations sociales 42
1.3.4. De l'exécution des autres recettes 42
II. ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES 45
2.1. Synthèse générale de l'exécution des dépenses budgétaires 45
2.2. Synthèse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget 45
2.1. Analyse de l'exécution des dépenses du budget général 47
2.2.1. Des charges financières de la dette 47
2.2.2. Des dépenses de personnel 48
2.2.3. Des dépenses de biens et services 51
2.2.4. Des dépenses de transfert 52
2.2.5. Des dépenses d'investissement 56

2.2. Analyse de l'exécution des dépenses des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux du Trésor 59
2.3.1. Exécution des dépenses des Budgets Annexes 59
2.3.2. Exécution des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor 60
III. DES SOLDES BUDGETAIRES EFFECTIFS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023 63
IV. ANALYSE DE L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT 65
4.1. Des ressources effectives de trésorerie et de financement 65
4.2. Des charges effectives de trésorerie et de financement 65
4.1. Du solde effectif des opérations de trésorerie et de financement 66
V. ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER GÉNÉRAL 68
DEUXIEME PARTIE : EXPOSÉ DES MOTIFS PAR ARTICLE DE LA LOI 69
EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE PREMIER : 70
EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE DEUXIÈME : 70
EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE TROISIÈME : 70
EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE QUATRIÈME : 71
EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE CINQUIEME : 71
TROISIEME PARTIE : LE PROJET DE LOI DE REGLEMENT PROPREMENT DIT 72

INTRODUCTION

Le projet de loi de règlement du budget de l'État, exercice 2023 est composé de trois (03) parties :

PREMIERE PARTIE : L'EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

DEUXIEME PARTIE : L'EXPOSÉ DES MOTIFS PAR ARTICLE DE LA LOI

TROISIEME PARTIE : LE PROJET DE LOI PROPREMENT DIT

Dans l'exposé général des motifs, les titres I et II offrent un cadre d'analyse des prévisions et des résultats de l'exécution, d'une part, des recettes et des dépenses budgétaires, et d'autre part, des ressources et des charges de trésorerie et de financement.

L'exposé des motifs par article de la loi présente le contenu de chaque article de la loi de règlement concernant : la constatation des mouvements réels des ressources et des charges financières, l'arrêté des résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale, l'approbation et l'affectation desdits résultats, la régularisation des mouvements des crédits budgétaires, et une mention sur la comptabilité de l'Etat relative à la fixation de l'étendue du premier bilan d'ouverture de l'Etat, en vue du passage à la comptabilité dite « des droits constatés ».

Le projet de loi de règlement proprement dit présente, suivant l'exposé des motifs par article de la loi, les résultats effectifs de l'exécution de la loi de finances dans leur forme finale.

PREMIÈRE PARTIE : EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

De l'orientation et des objectifs de la politique budgétaire en 2023 (Rappel)

La Loi N°38-2023 du 21 décembre 2023 modifiant la Loi N°77-2022 du 27 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, a été élaborée conformément à la volonté du Gouvernement de mener une politique budgétaire cohérente avec les objectifs du PND 2022-2026 inspiré du projet de société du Président de la République « Ensemble, poursuivons la marche », et du Programme Économique et Financier appuyé par la Facilité Élargie du Crédit conclu avec le Fonds Monétaire International. Cette orientation de la politique budgétaire menée en 2023 visait l'augmentation des recettes internes hors pétrole, tout en rationalisant les dépenses non prioritaires et en promouvant une meilleure allocation des dépenses d'investissement, en vue de consolider progressivement le solde primaire hors pétrole.

En effet, la consolidation du solde primaire hors pétrole permettrait de générer des marges budgétaires suffisantes à l'effet de réduire le déficit et le niveau d'endettement publics, sans toutefois éluder les dépenses sociales d'une part, et l'acquisition d'infrastructures socio-économiques de base d'autre part.

Par ailleurs, dans le but de participer au renforcement de la valeur extérieure de la monnaie commune, le Gouvernement devait poursuivre ses efforts de reconstitution des réserves de change, en lien avec les orientations stratégiques du Programme des Réformes Économiques et Financières de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

Des résultats de l'exécution des finances publiques en 2023

En 2023, la gestion des finances publiques a été marquée, au plan macroéconomique national, par la croissance de 2,0% de l'activité économique contre 1,8% en 2022, imputable pour l'essentiel, à la bonne tenue du secteur hors pétrole (3,4% contre -0,5% pour le secteur pétrolier), et ce, en dépit d'une inflation galopante (4,3%, en progression de 1,21 point de pourcentage par rapport à 2022) marquée par la hausse des prix des produits de première nécessité et des prix à la pompe en lien avec la réduction de 59,0% des transferts aux produits pétroliers. Ces derniers sont passés de 43,2% du total des dépenses de transfert à 24,2% entre 2022 et 2023.

L'exécution des opérations budgétaire en 2023 a dégagé un excédent global (base caisse) correspondant à 198,0% de l'objectif annuel, contre 115,8% en 2022, en baisse de 25,8% consécutive à la baisse de 17,2% des recettes encaissées contre une baisse moins prononcée des dépenses décaissées (-13,1%).

Les principales dérivations de ce solde global qui résulte d'un taux de réalisation des prévisions de 100,0% de recettes et 83,5% des dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

- le solde budgétaire de base a atteint 139,3% de son objectif annuel et affiche une baisse de 27,1% par rapport à 2022 ;
- la capacité de financement dégagée par les opérations au-dessus de la ligne s'est établie à 198,0% de son objectif annuel, et affiche une baisse de 25,8% comparativement à 2022 ;
- le déficit primaire hors pétrole quant à lui, s'est établi à 115,1% de sa cible prévisionnelle 2023 et enregistre une amélioration de 38,5%.

Les résultats de l'exécution des recettes et des dépenses budgétaires se présentent ainsi qu'il suit.

Les recettes hors pétrole (dons exclus) réalisées à 99,0%, sont en hausse de 17,8% par rapport à 2022, eu égard à la bonne tenue des recettes fiscales qui ont connu un taux de réalisation de 105,2% et une augmentation de 15,3% par rapport à leur niveau en 2022, en lien avec un taux de croissance de 3,4% du secteur hors pétrole, certes en recule de 20 points de pourcentage par rapport à 2022, contre -0,5% du secteur pétrolier.

Le taux de réalisation des recettes fiscales est en particulier tiré par les impôts et taxes intérieurs qui ont été encaissées à 111,4% contre 82,7% pour les recettes douanières. L'impôt sur les revenus des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés et la Taxe sur la valeur ajoutée représentent plus de 85% du total des impôts et taxes intérieurs encaissés. Les recettes douanières quant à elles, dominées par les droits d'entrée (80,3%), sont en baisse de 1% et affichent un taux d'exécution de 82,7% contre 106,1% en 2022. Cette contreperformance des recettes douanières est tributaire de la mise en application du plan de résilience alimentaire 2022-2023 qui a occasionné un manque à gagner de l'ordre de 20,7% du total des exonérations de recettes d'import-export de l'année 2023.

Les recettes pétrolières, bien que réalisées à 100,7%, ont décru de 32,6% par rapport à 2022, suite à (i) un recul de 17,0% du cours moyen du baril de Brent, passant de 99,8 dollars US/baril en 2022 à 82,6 dollars US/baril en 2023 en rapport avec l'effet de la baisse de la demande mondiale, et (ii) à une tendance quasi-stable de la production (95,647 millions de barils en 2023 contre 96,104 millions de barils en 2022, soient une faible baisse de 0,5% et un taux d'exécution du brut de 86,7%). Il se dégage ainsi un

écart de -13,3% sur les prévisions, justifié par le vieillissement de certains champs[1] et divers problèmes techniques dont les coupures d'électricité[2], et contrastant avec la montée en puissance des champs du permis marine XII et l'entrée en production d'un nouveau champ.

Les dons et legs ont été encaissés à 99,1%, et sont en hausse de 36,0% par rapport à 2022, imputable essentiellement aux aides reçues des partenaires multilatéraux (80,6%).

Les dépenses budgétaires ont été dominées par la volonté de rester dans les termes convenus avec le Fonds Monétaire International, dans le but de poursuivre l'élargissement de l'espace budgétaire, avec toutefois, une priorisation des dépenses à caractère social, tirées notamment, par les dépenses de l'éducation (60,9%) et celles de l'énergie (49,0%).

Les dépenses courantes (charges financières de la dettes exclues) ont atteint un taux de décaissement de 89,0% et affichent un accroissement négatif de 18,9% par rapport à 2022. Elles sont dominées par les dépenses de personnels et de transfert qui en représentent 80,5%.

Les charges financières de la dette ont connu une augmentation de 17,8% par rapport à 2022 et ont présenté un taux de décaissement de 82,9%. Elles ont été dominées par les paiements aux créanciers intérieurs, 52,6% contre 49,8% en 2022.

Les dépenses d'investissement ont été payées à 51,2% et ont connu une baisse de 17,4% par rapport à 2022. Elles ont été financées sur ressources internes à 50,8%, soit une baisse de 22,3% par rapport à 2022.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor ont été décaissées à 81,8% contre 61,0% en 2022, soit une hausse de 7,4%.

L'exécution des opérations de trésorerie et de financement, quant à elle, a dégagé un solde négatif représentant 108,9% de l'objectif prévisionnel, et un accroissement négatif de 31,1% par rapport à 2022.

---

[1] tels que Emeraude II, Tchendo II, Yanga-sendji, Ikalou kitna.

[2] Notamment dans la zone de permis Haute Mer A (champs N'kossa) et Haute Mer BII (champs N'Soko), ainsi dans les champs Djambala, Zingali, Loufikationi.

En effet, les ressources de trésorerie et de financement ont été réalisées au taux de 260,2%, quasiment le même qu'en 2022. Elles ont été dominées par le produit tiré de la souscription des titres publics par les créanciers non-résidents (58,3%), alors que les tirages auprès du FMI ne représentent que 7,4%.

Les charges de trésorerie et de financement en régression de 12,8% par rapport à 2022, ont atteint un taux d'exécution de 181,3% tiré notamment, par les remboursements aux créanciers extérieurs (63,5%), contre 36,5% des remboursements au titre de la dette intérieure, dont 52,0% de remboursements sociaux.

En somme, **l'exécution de la loi de finances 2023 s'est soldée par un excédent de financement** (en augmentation de 719,0% par rapport à 2022), traduisant le surplus du solde budgétaire global sur le déficit effectif de trésorerie.

TITRE I : ANALYSE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

I. ANALYSE DES PRÉVISIONS DES RECETTES BUDGÉTAIRES

1.1. Synthèse des prévisions définitives des recettes budgétaires

Conformément à la loi de finances rectificative pour l'année 2023, les prévisions définitives des recettes budgétaires s'établissent à la somme totale de 2.333,008 milliards de francs CFA, contre 2.285,058 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 17,4%. Elles se répartissent par titre comme indiqué dans le tableau n°1 ci-après.

Tableau n°1: Synthèse des prévisions définitives de recettes

Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Titre 1 : Recettes fiscales	**767 427 399 964**	**671 317 066 016**	**14,3%**
Impôts et taxes intérieurs	*601 427 399 964*	*540 726 066 016*	*11,2%*
Droits et taxes de douane	*166 000 000 000*	*130 591 000 000*	*27,1%*
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	**74 000 000 000**	**37 000 000 000**	**36,0%**
Titre 3 : Cotisations sociales	**79 008 000 000**	**73 753 400 000**	**7,1%**
Titre 4 : Autres recettes	**1 412 572 600 037**	**2 030 740 938 501**	**-30,4%**
Recettes pétrolières	*1 319 000 000 000*	*1 950 230 000 000*	*-32,4%*
Redevance superficiaire (hydrocarbures)	*2 000 000 000*	*2 360 000 000*	*-15,3%*
Recettes forestières	*10 000 000 000*	*8 000 000 000*	*25,0%*
Recettes minières	*500 000 000*	*500 000 000*	*0,0%*
Autres recettes domaniales	*30 572 600 037*	*30 572 600 037*	*-0,3%*
Recettes de portefeuille	*23 700 000 000*	*15 000 000 000*	*58,0%*
Amendes et condamnations pécuniaires	*4 000 000 000*	*4 000 000 000*	*0,0%*
Droits et frais administratifs	*22 800 000 000*	*20 000 000 000*	*14,00%*
Total Général	**2 333 008 000 000**	**2 849 564 804 517**	**-18,1%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

N.B : Au titre du budget de l'Etat, exercice 2023, les prévisions concernant les titres « 1 : Recettes fiscales » et « 4 : Autres recettes », sont réajustées par déduction et réintégration aux natures économiques appropriées, sans impact sur l'autorisation globale de l'année, en vue de garantir la cohérence de l'information budgétaire.

En effet, dans la loi de finances rectificative pour l'année 2023, les recettes fiscales arrêtées à la somme de 798 milliards de francs CFA, étaient surévaluées de 30,573 milliards de francs CFA relatifs aux revenus domaniaux, comprenant :

- Redevance du domaine des télécommunications : 17,340 milliards de francs CFA ;
- Redevance sur les transactions électroniques : *6,*785 milliards de francs CFA ;
- Autres recettes domaniales non ventilées : 6,448 milliards de francs CFA.

Tableau n°2: Ajustement des prévisions des recettes par nature économique

Nature économique	Loi de finances rectificative 2023	Ajustement de la Loi de règlement		Prévisions définitives de la Loi de règlement
		Ouvertures (+)	Annulations (-)	
Recettes fiscales	**798 000 000 000**		**30 572 600 036**	**767 427 399 964**
Impôts et taxes intérieurs	632 000 000 000		30 572 600 036	601 427 399 964
Droits et taxes de douane	166 000 000 000			166 000 000 000
Dons, legs et fonds de concours	**74 000 000 000**	**0**		**74 000 000 000**
Cotisations sociales	**79 008 000 000**	**0**		**79 008 000 000**
Autres recettes	**1 382 000 000 000**	**30 572 600 036**		**1 412 572 600 036**
Recettes pétrolières	***1 319 000 000 000***	***0***		***1 319 000 000 000***
Produit de vente des cargaisons	*1 308 000 000 000*			*1 308 000 000 000*
Recettes de la Zone d'unitization	*1 000 000 000*			*1 000 000 000*
Bonus pétrolier	*10 000 000 000*			*10 000 000 000*
Redevance superficiaire (hydrocarbures)	***2 000 000 000***			***2 000 000 000***
Recettes forestières	***10 000 000 000***			***10 000 000 000***
Redevance forestière	*10 000 000 000*			*10 000 000 000*
Recettes minières	***500 000 000***			***500 000 000***
Redevance minière	*500 000 000*			*500 000 000*
Autres recettes domaniales	***0***	***30 572 600 036***		***30 572 600 036***
Redevance du domaine des télécommunications	0	17 340 136 872		24 124 914 190
Redevance sur les transactions électroniques		6 784 777 318		
Autres Recettes domaniales non ventilées	0	6 447 685 846		6 411 350 923
Recettes de Portefeuille	**23 700 000 000**			**23 700 000 000**
Dividendes	23 500 000 000			23 500 000 000
Intérêts sur prêts consentis	200 000 000			200 000 000

Amendes et condamnations pécuniaires	*4 000 000 000*			*4 000 000 000*
Droits et frais administratifs	22 800 000 000			22 800 000 000
Total Général	**2 333 008 000 000**	**30 572 600 036**	**30 572 600 036**	**2 333 008 000 000**

Source : DGCPP

1.2. De l'arrêté définitif des prévisions des recettes budgétaires par nature économique

1.2.1. De l'arrêté définitif des prévisions des recettes fiscales

Au titre de l'année 2023, les prévisions des recettes fiscales ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 767,427 milliards de francs CFA, contre 714,215 milliards en 2022, soit une variation positive de 7,5% (Cf. Tableaux n°2 et 3 ci-dessous). Elles comprennent :

- Impôts et taxes intérieurs : 601,427 milliards de francs CFA, contre 583,624 milliards de francs CFA en 2022, soit un accroissement positif de 3,1% ;
- Droits et taxes de douane : 166 milliards de francs CFA, contre 130,591 milliards de francs CFA en 2022, soit une augmentation de 27,1%.

Tableau n°3: Détail des prévisions définitives des recettes fiscales

Nature économique	Exercice 2023 Prévisions	Exercice 2022 Prévisions	Var. (%)
Total - Impôts et taxes intérieurs	**601 427 399 964**	**540 726 066 016**	**11,2%**
Impôts directs	323 321 422 811	210 660 175 496	53,5%
Impôts sur les revenus des personnes physiques	*129 476 102 630*	*128 349 515 922*	0,9%
Impôts sur les Sociétés	*174 061 579 503*	*64 065 227 730*	171,7%
Impôts sur les salaires et autres rémunérations versés	*16 500 316 981*	*17 416 718 257*	-5,3%
Impôts sur le patrimoine	*1 465 193 402*	*0*	-
Autres impôts direct	*1 818 230 295*	*828 713 587*	119,4%
Impôts indirects	277 977 858 331	329 994 012 345	-15,8%
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	*270 889 987 716*	*320 241 098 756*	-15,4%
Dont : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	*212 215 110 471*	*248 861 328 296*	-14,7%
Droits d'enregistrement et de timbre	*7 087 870 615*	*9 752 913 589*	-27,3%
Autres recettes assimilées	128 118 821	7 410 738 460	-98,3%
Total - Droits et taxes de douane	**166 000 000 000**	**130 591 000 000**	**27,1%**
Droit d'entrée	110 429 462 298	85 394 345 821	29,3%
Droits d'accises	2 389 581 648	2 233 081 194	7,0%
Redevance Bois	10 337 720 639	9 228 425 309	12,0%
Redevance Informatique	35 507 531 852	28 043 305 548	26,6%
Taxe additionnelle à l'export	3 326 052 915	2 442 421 482	36,2%
Amendes et pénalités	2 725 730 353	2 204 363 901	23,7%
Autres recettes douanières non ventilées	1 283 920 295	1 045 056 745	22,9%
Total Général	**767 427 399 964**	**671 317 066 016**	**14,3%**

Source : DGID/ DGDDI

1.2.2. De l'arrêté définitif des prévisions des dons, legs et fonds de concours

Au titre de l'année 2023, les prévisions des dons, legs et fonds de concours ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 74 milliards de francs CFA, contre 37 milliards de francs CFA en 2022, soit une variation positive de 100,0% (Cf. Tableau n°4 ci-après).

Tableau n°4: Détail des prévisions définitives des dons par donateur

Donateurs	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
1) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	1 266 000 000	679 000 000	86,5%
2) Commission Economique Africaine (CEA)		100 000 000	-100,0%
3) Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)	3 800 000 000	2 900 000 000	31,0%
4) Banque Africaine de Développement (BAD)	373 000 000	954 000 000	-60,9%
5) Agence France développement (AFD)	18 420 000 000	6 978 000 000	164,0%
6) République de France		100 000 000	-100,0%
7) Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	2 776 000 000	1 330 000 000	108,7%
8) République populaire de Chine	3 000 000 000	4 600 000 000	-34,8%
9) Banque Mondiale	4 151 000 000	3 701 000 000	12,2%
10) Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	62 000 000	62 000 000	0,0%
11) Alliance Mondiale pour la vaccination et l'immunisation (GAVI)	15 500 000 000	2 500 000 000	520,0%
12) Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	431 000 000	450 000 000	-4,2%
13) Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)	100 000 000	100 000 000	0,0%
14) Programme Alimentaire Mondial (PAM)	3 957 000 000	2 100 000 000	88,4%
15) PHILIPS	4 363 000 000	2 363 000 000	84,6%
16) Organisation Mondiale de la Santé (OMS)	725 000 000	451 000 000	60,8%
17) Union Européenne (UE)	7 044 000 000	1 400 000 000	403,1%
18) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	2 000 000 000	0	-
19) Union Africaine (UA)	100 000 000	0	-
20) Contrat Désendettement et développement (C2D) (2)	5 932 000 000	6 232 000 000	-4,8%
Total Général	**74 000 000 000**	**37 000 000 000**	**100,0%**

Source : DGPD

1.2.3. De l'arrêté définitif des prévisions des cotisations sociales

Au titre de l'année 2023, les prévisions des cotisations sociales ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 79,008 milliards de francs CFA, contre 73,753 milliards de francs CFA en 2022, soit une variation positive de 7,1% (Cf. Tableau n°5 ci-dessous).

Tableau n°5: Détail des prévisions définitives des cotisations sociales

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Cotisations sociales à la Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF)	47 691 117 747	49 853 172 478	-4,3%
Contribution patronale	*29 889 545 168*	*33 235 448 322*	*-10,1%*
Cotisation des employés	*17 801 572 579*	*16 617 724 156*	*7,1%*
Cotisations sociales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	3 445 465 662	3 216 333 709	7,1%
Contribution patronale	*3 037 695 162*	*2 835 680 952*	*7,1%*
Cotisation des employés	*407 770 500*	*380 652 757*	*7,1%*
Cotisations sociales à la Caisse d'Assurance Maladie Universelle	27 871 416 591	20 683 893 813	34,7%
Contribution patronale	*19 354 032 357*	*13 739 071 347*	*40,9%*
Cotisation des employés	*8 517 384 234*	*6 944 822 466*	*22,6%*
Total Général	**79 008 000 000**	**73 753 400 000**	**7,1%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

1.2.4. De l'arrêté définitif des prévisions des autres recettes

Au titre de l'année 2023, les prévisions des autres recettes ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 1.382 milliards de francs CFA, contre 2.000,090 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 30,9% (Cf. Tableaux n° 6 ci-dessous).

Tableau n°6: Synthèse des prévisions définitives des autres recettes

Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Recettes pétrolières	***1 319 000 000 000***	***1 950 230 000 000***	***-32,3%***
Produit de la vente des cargaisons	*1 308 000 000 000*	*1 895 620 000 000*	*-31,0%*
Recettes de la Zone d'unitization	*1 000 000 000*	*3 000 000 000*	*-66,7%*
Bonus pétrolier	*10 000 000 000*	*11 310 000 000*	*-11,6%*
Recettes exceptionnelles	*0*	*40 300 000 000*	*-100,0%*
Redevance superficiaire	***2 000 000 000***	***2 360 000 000***	***-15,3%***
Recettes forestières	***10 000 000 000***	***8 000 000 000***	***25,0%***
Redevance forestière	*10 000 000 000*	*8 000 000 000*	25,0%
Recettes minières	***500 000 000***	***500 000 000***	***0,0%***
Redevance minière	*500 000 000*	*500 000 000*	0,0%
Autres recettes domaniales	***30 572 600 037***	***0***	-
Redevance du domaine des télécommunications	*17 340 136 872*	*0*	-
Redevance sur les transactions électroniques	*6 784 777 318*	*0*	-
Diverses autres recettes domaniales non ventilées	*6 447 685 847*	*0*	-
Recettes de Portefeuille	**23 700 000 000**	**15 000 000 000**	58,0%
Dividendes	*23 500 000 000*	*15 000 000 000*	56,7%
Intérêts	*200 000 000*	*0*	-
Amendes et condamnations pécuniaires (non fiscales)	**4 000 000 000**	**4 000 000 000**	**0,0%**
Droits et frais administratifs	**22 800 000 000**	**20 000 000 000**	14,0%
Total Général	**1 412 572 600 037**	**2 000 090 000 000**	**-29,4%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

N.B : En 2023, la prévision des recettes pétrolières représente 56,6% du total des recettes budgétaires, contre 69,1% en 2022.

1.3. De l'affectation des recettes

Au titre de l'exercice 2023, certaines recettes ont été affectées sous forme de Budget Annexe et de Compte Spécial du Trésor pour un montant global de 106,591 milliards de francs CFA contre 132,851 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 19,8%.

1.3.1 Des Budgets Annexes

Les prévisions des recettes affectées aux Budgets Annexes ouverts au titre de l'exercice 2023, ont globalement été arrêtées à la somme de 7,8 milliards de francs CFA contre 6,8 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 14,7%. Elles se répartissent par budget annexe comme indiqué au Tableau n°7 ci-dessous.

Les Budgets Annexes ont été ouverts pour les administrations publiques suivantes :

- Centre National d'Inventaire et d'Aménagement des Ressources Forestières et Fauniques (CNIAF) ;
- Service National de Reboisement (SNR) ;
- Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT) ;
- Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) ;
- Direction Générale de la Marine Marchande (DIGEMAR) ;
- Département des migrations et du contrôle des étrangers (DMCE).

1.3.2 Des Comptes Spéciaux du Trésor

Les recettes affectées à des dépenses au titre des Comptes Spéciaux du Trésor ouverts en 2023, ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 98,591 milliards de francs CFA contre 126,051 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 21,8%. Elles se répartissent par compte d'affectation spéciale comme indiqué au Tableau n°7 ci-dessous.

Les Comptes Spéciaux du Trésor suivants ont été ouverts :

- Contribution de solidarité sur les billets d'avion en Vols internationaux ;

- Fonds forestier ;
- Fonds pour la protection de l'environnement ;
- Fonds d'aménagement halieutique ;
- Contribution au régime d'assurance maladie ;
- Caisses de retraite ;
- Fonds national pour la promotion et le développement des activités physiques et sportives ;
- Fonds pour le développement des collectivités locales ;
- Fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques ;
- Fonds pour le Coronavirus, Covid-19 ;
- Fonds national de solidarité pour le soutien aux entreprises ;
- Fonds de la redevance audiovisuelle ;
- Fonds national pour la vaccination contre le coronavirus, Covid-19 ;
- Fonds pour le développement touristique ;
- Fonds Routier ;
- Fonds de résilience ;
- Fonds National de l'habitat.

1.4. De la répartition des prévisions des recettes par type de budget et par nature économique

Au titre de l'année 2023, les prévisions des recettes budgétaires se répartissent par type de budget et par nature économique comme indiqué au Tableau n°9 ci-après.

Tableau n°7: Répartition des recettes budgétaires par type de budget et par nature économique

Type de Budget / Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Budget Général	**2 226 617 000 000**	**2 692 207 000 000**	**-17,3%**
Titre 1 : Recettes fiscales	**758 588 399 964**	**699 947 000 000**	**8,4%**
Impôts et taxes intérieurs	592 588 399 964	569 356 000 000	4,1%
Droits et taxes de douane	166 000 000 000	130 591 000 000	27,1%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	**74 000 000 000**	**37 000 000 000**	**100,0%**
Dons ordinaires	74 000 000 000	37 000 000 000	100,0%
Titre 4 : Autres recettes	**1 394 028 600 036**	**1 955 260 000 000**	**0,00%**
Recettes pétrolières	1 309 807 000 000	1 914 111 000 000	-31,6%
Produit de la vente des cargaisons	*1 296 807 000 000*	*1 857 141 000 000*	*-30,2%*
Recettes de la Zone d'unitization	*1 000 000 000*	*3 000 000 000*	*-66,7%*
Bonus pétrolier	*10 000 000 000*	*11 310 000 000*	*-11,6%*
Recettes exceptionnelles	*0*	*40 300 000 000*	*-100,0%*
Redevance superficiaire (hydrocarbures)	2 000 000 000	2 360 000 000	-15,3%
Recettes forestières	10 000 000 000	8 000 000 000	25,0%
Redevance forestière	*10 000 000 000*	*8 000 000 000*	*25,0%*
Recettes minières	500 000 000	500 000 000	0,0%
Redevance minière	*500 000 000*	*500 000 000*	*0,0%*
Autres domaines	*30 572 600 036*		-
Redevance du domaine des télécommunications	*17 340 136 872*		-
Redevance sur les transactions électroniques	*6 784 777 318*		-
Autres recettes domaniales non ventilées	6 447 685 846		-
Recettes de Portefeuille	23 700 000 000	15 000 000 000	58,0%
Dividendes	*23 500 000 000*	*15 000 000 000*	*56,7%*
Intérêts sur prêts consentis	*200 000 000*	*0*	-
Amendes et condamnations pécuniaires à caractère non fiscal	4 000 000 000	4 000 000 000	0,0%
Droits et frais administratifs	15 449 000 000	13 649 000 000	13,2%
Budgets Annexes	**7 800 000 000**	**6 800 000 000**	**14,7%**
Impôts et taxes intérieurs	1 649 000 000	1 649 000 000	0,0%
Droits et frais administratifs	6 151 000 000	5 151 000 000	19,4%
Comptes Spéciaux du Trésor	**98 591 000 000**	**126 051 000 000**	**-21,8%**
Impôts et taxes intérieurs	7 190 000 000	12 619 000 000	-43,0%
Cotisations sociales	79 008 000 000	73 753 000 000	7,1%
Produit de vente des cargaisons de pétrole	11 193 000 000	38 479 000 000	-70,9%
Droits et frais administratifs	1 200 000 000	1 200 000 000	0,0%
Total Général	**2 333 008 000 000**	**2 825 058 000 000**	**-17,4%**

Résumé

Recettes du budget général	**2 226 617 000 000**	**2 692 207 000 000**	**-17,3%**
Recettes affectées	**106 391 000 000**	**132 851 000 000**	**-19,9%**
Budgets annexes	*7 800 000 000*	*6 800 000 000*	*14,7%*
Comptes spéciaux du trésor	*98 591 000 000*	*126 051 000 000*	*-21,8%*
Total Général	**2 333 008 000 000**	**2 825 058 000 000**	**-17,4%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

II. ANALYSE DES PRÉVISIONS DÉFINITVES DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

2.1. Synthèse des prévisions définitives des dépenses budgétaires

Au titre de l'exercice 2023, les prévisions des dépenses du budget de l'Etat ont définitivement été arrêtées à la somme globale de 1.997,391 milliards de francs CFA contre 2.050,750 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 2,6%. Elles se répartissent par type de budget et par nature économique comme indiqué au Tableau n°8 ci-après.

Tableau n°8: Fixation et répartition des prévisions des dépenses par type de budget et par nature économique

Nature économique/ Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Budget Général	**1 891 000 000 000**	**1 917 899 000 000**	**-1,4%**
Dépenses de fonctionnement	1 433 000 000 000	1 583 399 000 000	-9,5%
Charges financières de la dette	*225 000 000 000*	*277 792 000 000*	*-19,0%*
Charges de personnel	*406 000 000 000*	*379 000 000 000*	*7,1%*
Dépenses des biens et services	*190 000 000 000*	*187 000 000 000*	*1,6%*
Dépenses des transferts	*542 000 000 000*	*674 707 000 000*	*-19,7%*
Autres dépenses	*70 000 000 000*	*64 900 000 000*	*7,9%*
Dépenses d'investissement	458 000 000 000	334 500 000 000	36,9%
Budgets Annexes et Comptes Spéciaux du Trésor	**106 391 000 000**	**132 851 000 000**	**-19,9%**
Total Général	**1 997 391 000 000**	**2 050 750 400 000**	**-2,6%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

2.2. De la fixation et de la répartition par section, des prévisions des dépenses de personnel, des biens et services de transfert et d'investissement

Les prévisions des dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement imputées au budget général pour l'exercice 2023, ont été fixées et réparties par section telles que présentées dans les Tableaux n°9 à 14 ci-après.

Tableau n°9: Fixation et répartition des prévisions des dépenses de personnel

Section		Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Prévisions	
01	Présidence de la République	3 492 928 454	3 356 192 488	4,1%
02	Assemblée Nationale	246 151 336	236 952 582	3,9%
03	Sénat	162 365 517	157 762 698	2,9%
21	Primature	655 764 777	628 885 401	4,3%
22	Défense nationale	40 908 775 793	40 081 612 335	2,1%
24	Justice, droits humains	21 065 293 135	20 655 956 155	2,0%
26	Communication et	6 904 377 281	6 660 257 791	3,7%
27	Affaires foncières et domaine public	791 366 911	757 913 942	4,4%
30	Construction, urbanisme et habitat	1 050 060 334	1 023 052 326	2,6%
32	Affaires sociales et action humanitaire	6 432 238 335	5 643 649 291	14,0%
36	Plan, statistique et intégration régionale	1 022 276 786	713 256 962	43,3%
37	Commerce, approvisionnements et consommation	2 664 057 681	2 572 313 561	3,6%
38	PME, artisanat et secteur informel	183 700 809	167 711 285	9,5%
41	Énergie et hydraulique	230 579 403	220 874 784	4,4%
42	Hydrocarbures	687 664 514	657 813 300	4,5%
44	Transport, aviation civile et marine marchande	1 769 338 190	1 716 715 609	3,1%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	119 321 077	113 881 792	4,8%
46	Agriculture, élevage et pêche	6 561 003 022	5 693 075 394	15,2%
47	Économie forestière	4 398 536 315	3 666 463 645	20,0%
55	Culture et arts		175 788 106	-100,0%
56	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement et économie informelle	646 152 914	627 336 845	3,0%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	20 716 760 974	18 383 918 576	12,7%
58	Santé et population	37 376 002 486	32 291 529 330	15,7%
63	Coopération internationale et partenariat public privé	3 713 835 557	3 651 118 529	1,7%
64	Contrôle d'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs	509 618 535	501 425 538	1,6%
65	Administration du territoire, décentralisation et développement local		55 375 939	-100,0%
66	Industries minières et géologie	962 493 291	935 352 970	2,9%

67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 758 845 909	1 607 053 802	9,4%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	19 120 399 617	18 604 818 554	2,8%
70	Finances, budget et portefeuille public		772 775 387	-100,0%
71	Zones économiques spéciales et diversification de l'économie	59 562 152	56 144 779	6,1%
72	Economie, plan et statistique		212 544 605	-100,0%
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	701 584 796	681 351 446	3,0%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	15 716 272 800	13 351 783 495	17,7%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	935 144 937	907 381 027	3,1%
76	Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique	1 058 129 842	1 000 702 810	5,7%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	93 170 054 593	85 794 454 827	8,6%
78	Enseignement technique et professionnel	19 359 048 889	16 779 781 103	15,4%
80	Délégué auprès du PM chargé de la réforme de l'Etat	2 613 504 082	2 568 641 964	1,7%
81	Budget, comptes publics et portefeuille public	12 672 870 980	18 244 855 544	-30,5%
82	Economie et finances	28 331 787 333	20 802 430 990	36,2%
83	Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs	2 095 446 480	1 838 958 264	13,9%
84	Intérieur, décentralisation et développement local	44 995 282 267	44 301 732 333	1,6%
86	Economie fluviale et voies navigables	141 401 896	128 401 896	10,1%
Total Général		**406 000 000 000**	**379 000 000 000**	**7,1%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

Tableau n°10: Fixation et répartition des prévisions des dépenses de biens et services

Section		Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Code	**Intitulé**	**Prévisions**	**Prévisions**	
21	Primature	6 555 158 977	6 147 769 617	6,6%
22	Défense nationale	73 135 008 248	97 508 983 431	-25,0%
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	4 672 556 714	3 555 532 603	31,4%
26	Communication et des médias, porte-parole du gouvernement	1 301 442 969	978 584 769	33,0%
27	Affaires foncières et du domaine public, chargé des RAP	1 026 974 200	684 919 069	49,9%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	855 504 000	575 105 023	48,8%
32	Affaires sociales solidarités et action humanitaire	1 976 706 416	1 837 353 398	7,6%
36	Plan, statistique et intégration régionale	1 543 382 329		-
37	Commerce, approvisionnements et consommation	932 949 010	462 532 642	101,7%
38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	805 340 451	506 865 032	58,9%
41	Energie et de l'hydraulique	686 558 508	585 722 249	17,2%
42	Hydrocarbures	1 408 720 133	608 995 642	131,3%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	1 172 884 783	932 543 885	25,8%
45	Postes, télécommunications économie numérique	602 840 066	498 840 066	20,8%

46	Agriculture, élevage et pêche	1 598 138 403	1 353 962 897	18,0%
47	Économie forestière	915 037 412	595 668 902	53,6%
55	Culture et arts		494 022 555	-100,0%
56	Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle	777 143 859	473 143 859	64,3%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	1 501 393 549	1 307 893 549	14,8%
58	Santé et population	7 649 476 861	6 915 708 657	10,6%
61	Délégué auprès du Budget		316 059 067	-100,0%
63	Coopération internationale et promotion du partenariat public/privé	2 232 889 000	1 832 889 000	21,8%
65	Administration du territoire, décentralisation et développement local		4 239 746 930	-100,0%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs	1 875 000 000	1 275 000 000	47,1%
66	Industrie minières et géologie	1 068 834 460	867 893 583	23,2%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 209 567 928	939 297 556	28,8%
68	Sécurité et ordre public		13 121 931 428	-100,0%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	9 143 995 163	8 690 142 539	5,2%
70	Finances, budget et portefeuille public		11 417 421 979	-100,0%
71	Zones économiques spéciales et diversification économique	757 402 828	428 403 655	76,8%
72	Economie, plan et statistique		1 244 804 371	-100,0%
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	1 321 382 730	695 459 609	90,0%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	1 793 884 123	1 329 884 123	34,9%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	1 475 002 165	830 785 093	77,5%
76	Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique	1 941 669 908	1 625 140 706	19,5%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	9 173 420 041	8 792 637 785	4,3%
78	Enseignement technique et professionnel	2 836 200 368	2 561 181 357	10,7%
79	Tourisme et loisirs		493 096 056	-100,0%
80	Délégué auprès du premier ministre chargé de la réforme de l'état	871 687 958	274 077 318	218,0%
81	Budget comptes publics et portefeuille public	5 546 666 180		-
82	Économie et finance	12 513 870 902		-
83	Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs	1 512 786 505		-
84	Intérieur, décentralisation et développement local	24 815 781 350		-
85	Délégué auprès de l'intérieur	300 000 000		-
86	Économie fluviale et voies navigables	492 741 503		-
Total Général		**190 000 000 000**	**187 000 000 000**	**1,6%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

Tableau n°11: Fixation et répartition des prévisions des dépenses de transferts

Section		Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Prévisions	
01	Présidence de la république	43 962 475 456	42 054 900 000	4,5%
02	Assemblée nationale	19 617 050 000	18 660 000 000	5,1%
03	Sénat	11 100 000 000	10 505 000 000	5,7%
04	Cour suprême	900 000 000	765 000 000	17,6%
05	Cour des comptes et de discipline budgétaire	1 460 000 000	902 500 000	61,8%
06	Cour constitutionnelle	1 000 000 000	712 500 000	40,4%
07	Haute cour de justice	110 000 000	110 000 000	0,0%
08	Conseil économique, social et environnemental	1 185 000 000	1 045 000 000	13,4%
09	Conseil supérieur magistrature	450 000 000	415 000 000	8,4%
10	Médiateur de la République	350 000 000	273 600 000	27,9%
11	Conseil supérieur de la liberté de communication	817 100 000	587 100 000	39,2%
12	Commission nationale des droits de l'homme	1 600 000 000	1 322 500 000	21,0%
13	Conseil national du dialogue	100 000 000	85 000 000	17,6%
14	Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles	100 000 000	85 000 000	17,6%
15	Conseil consultatif des femmes	100 000 000	85 000 000	17,6%
16	Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap	100 000 000	85 000 000	17,6%
17	Conseil consultatif de la jeunesse	100 000 000	85 000 000	17,6%
18	Conseil consultatif de la Société civile et des ONG	100 000 000	85 000 000	17,6%
21	Primature	2 114 046 302	951 100 000	122,3%
22	Défense nationale	3 431 245 932	2 886 374 700	18,9%
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	697 000 000	404 408 000	72,4%
26	Communication et des médias, porte-parole du gouvernement	2 293 205 914	1 847 655 200	24,1%
27	Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement	1 512 071 000	1 421 424 000	6,4%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	7 982 307 534	8 705 140 000	-8,3%
32	Affaires sociales solidarité et action humanitaire	14 021 196 864	15 699 333 586	-10,7%
36	Plan, statistique et intégration régionale	2 040 582 388		-
37	Commerce, approvisionnement et consommation	1 059 460 982	645 175 160	64,2%
38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	1 496 718 070	1 316 475 000	13,7%
41	Energie et de l'hydraulique	5 582 814 657	6 034 154 000	-7,5%
42	Hydrocarbures	108 062 244 744	252 661 302 478	-57,2%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	890 346 168	600 736 000	48,2%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	1 098 330 000	588 330 000	86,7%
46	Agriculture, élevage et pêche	3 794 644 144	3 852 471 000	-1,5%
47	Économie forestière	1 147 078 451	1 067 460 758	7,5%
55	Culture et arts		2 570 033 876	-100,0%

56	Promotion de la femme intégration de la femme au développement et économie informelle	3 240 678 657	3 064 477 500	5,7%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	2 246 606 674	2 368 520 000	-5,1%
58	Santé et population	89 712 478 550	78 643 741 702	14,1%
60	Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	1 867 050 000	167,8%
62	Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques	2 000 000 000	1 150 000 000	73,9%
63	Coopération internationale et promotion partenariat public/privé	1 743 496 801	1 500 000 000	16,2%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique	1 459 168 443	200 000 000	629,6%
65	Administration du territoire, décentralisation et du développement local		67 566 231 723	-100,0%
66	Industries minières et géologie	2 539 525 785	2 309 761 148	9,9%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 248 071 256	651 736 000	91,5%
68	Sécurité et ordre public		993 620 095	-100,0%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolaise se l'étranger	2 003 758 800	670 710 460	198,8%
70	Finances, budget et portefeuille public		21 153 514 015	-100,0%
71	Zones économiques spéciales diversification économique	520 000 000	235 706 712	120,6%
72	Economie, plan, statistique et intégration régionale		2 544 823 200	-100,0%
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	775 422 423	228 850 107	238,8%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	6 745 553 732	5 457 714 442	23,6%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	1 895 533 041	1 507 280 000	25,8%
76	Enseignement supérieur recherche scientifique et innovation tech	63 842 112 401	60 173 046 285	6,1%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	24 903 784 536	23 615 296 500	5,5%
78	Enseignement technique et professionnel	18 973 178 336	19 245 646 353	-1,4%
79	Tourisme et loisirs		444 600 000	-100,0%
80	Délégué auprès du premier ministre charge de la réforme de l'État	90 000 000		-
81	Budget comptes publics et portefeuille public	10 442 249 876		-
82	Économie et finances	11 903 575 926		-
83	Industrie culturelle touristique artistique et loisirs	4 650 094 428		-
84	Intérieur décentralisation et développement local	45 689 791 729		-
Total Général		**542 000 000 000**	**674 707 000 000**	**-19,7%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

Tableau n°12: Fixation et répartition des prévisions des dépenses d'investissement

Section		Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Prévisions	
21	Primature	1 687 000 000	407 000 000	314,5%
22	Défense nationale	15 410 000 000	17 107 000 000	-9,9%
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	3 450 000 000	1 800 000 000	91,7%
26	Communication et des médias, porte -parole du gouvernement	16 709 000 000	7 709 000 000	116,7%
27	Affaires foncières et du domaine public, charge des relations avec le Parle.	5 371 000 000	6 474 000 000	-17,0%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	20 946 000 000	14 051 000 000	49,1%
32	Affaires sociales solidarité et action humanitaire	12 451 000 000	9 713 000 000	28,2%
36	Plan, statistique et intégration régionale	17 618 000 000	0	-
37	Commerce, approvisionnements et consommation	714 000 000	786 000 000	-9,2%
38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	6 155 000 000	4 028 000 000	52,8%
41	Energie et de l'hydraulique	24 141 000 000	21 050 000 000	14,7%
42	Hydrocarbures	3 037 000 000	3 500 000 000	-13,2%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	28 000 000 000	8 708 000 000	221,5%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	13 330 000 000	6 912 000 000	92,9%
46	Agriculture, élevage et pêche	26 076 000 000	17 290 000 000	50,8%
47	Économie forestière	9 296 000 000	5 859 000 000	58,7%
55	Culture et arts	0	1 414 000 000	
56	Promotion de la femme intégration de la femme au développement et économie informelle	1 690 000 000	1 718 000 000	-1,6%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	1 660 000 000	150 000 000	1006,7%
58	Santé et population	61 136 000 000	51 089 000 000	19,7%
63	Coopération internationale et promotion du partenariat public/prive	693 000 000	1 000 000 000	-30,7%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs	522 000 000	500 000 000	4,4%
65	Administration du territoire, décentralisation et développement locale	0	851 000 000	
66	Industries minières et géologie	752 000 000	470 000 000	60,0%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	116 444 000 000	81 214 000 000	43,4%
68	Sécurité et ordre public	0	3 480 000 000	
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	2 533 000 000	186 000 000	1261,8%
70	Finances, budget et portefeuille public	0	11 218 000 000	
71	Zones économiques spéciales et diversification économique	1 373 000 000	703 000 000	95,3%
72	Economie, plan et statistique	0	20 571 000 000	
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	476 000 000	600 000 000	-20,7%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	2 329 000 000	1 619 000 000	43,9%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	2 346 000 000	2 400 000 000	-2,3%
76	Enseignement supérieur recherche scientifique et innovation technologique	12 231 000 000	13 568 000 000	-9,9%

77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	11 485 000 000	8 143 000 000	41,0%
78	Enseignement technique et professionnel	8 476 000 000	6 612 000 000	28,2%
79	Tourisme et loisirs		1 600 000 000	
80	Délégué auprès du premier ministre charge de la réforme de l'Etat	432 000 000	0	-
81	Budget comptes publics et portefeuille public	304 000 000	0	-
82	Économie et finances	8 168 000 000	0	-
83	Industrie culturelle touristique artistique et loisirs	4 536 000 000	0	-
84	Intérieur décentralisation et développement local	6 721 000 000	0	-
86	Économie fluviale et voies navigables	9 302 000 000	0	-
Total Général		**458 000 000 000**	**334 500 000 000**	**36,9%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

Tableau n°13: Fixation et répartition prévisionnelle des dépenses d'investissement par secteur

Secteur	Exercice 2023	Exercice 2022	Var (%)
	Prévisions	Prévisions	
Infrastructure de base	202 861 000 000	131 935 000 000	53,8%
Secteurs sociaux	111 458 000 000	92 576 000 000	20,4%
Production et commerce	64 063 000 000	35 636 000 000	79,8%
Gouvernance administrative et économique	31 461 000 000	13 430 000 000	134,3%
Défense et sécurité	15 410 000 000	48 753 000 000	-68,4%
Souveraineté	29 297 000 000	10 370 000 000	182,5%
Gouvernance judiciaire	3 450 000 000	1 800 000 000	91,7%
Total Général	**458 000 000 000**	**334 500 000 000**	**36,9%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

Tableau n°14: Fixation et répartition des prévisions des dépenses d'investissement par source de financement

Moyens de financement	Exercice 2023		Exercice 2022		Var. (%)
	Prévisions	%	Prévisions	%	
Ressources internes (MLA)	198 000 000 000	43,2%	166 500 000 000	49,8%	18,9%
Ressources externes	260 000 000 000	56,8%	168 000 000 000	50,2%	54,8%
Emprunts projets	*196 000 000 000*	*42,8%*	*131 000 000 000*	*39,2%*	*49,6%*
Dons en capital	*64 000 000 000*	*14,0%*	*37 000 000 000*	*11,1%*	*73,0%*
Total Général	**458 000 000 000**	**100,0%**	**334 500 000 000**	**100,0%**	**36,9%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

2.3. De la fixation et de la répartition des prévisions des dépenses des budgets annexes

Les prévisions des dépenses des budgets annexes ouverts au titre de l'année 2023 ont définitivement été fixées à la somme globale de 7,8 milliards de francs CFA, contre 6,8 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 14,7%. Elles se répartissent par budget annexe comme indiqué au Tableau n°15 ci-après.

Tableau n°15: Fixation et répartition prévisionnelle des dépenses par budget annexe

Budget annexe	Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
		Prévisions	Prévisions	
1) Centre National d'Inventaire et d'Aménagement des Ressources Forestières et Fauniques (CNIF)	Divers transferts au CNIAF	450 000 000	450 000 000	0,0%
2) Service National de Reboisement (SNR)	Divers transferts au SNR	2 067 000 000	2 067 000 000	0,0%
3) Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT)	Divers transferts à la DGGT	1 455 000 000	1 455 000 000	0,0%
4) Direction Générale du Contrôle des Marches Publics (DGCMP)	Divers transferts à la DGCMP	467 000 000	467 000 000	0,0%
5) Direction Générale de la Marine Marchande (DIGEMAR)	Divers transferts à la DIGEMAR	1 861 000 000	2 361 000 000	-21,2%
6) Département des Migrations et du Contrôle des Étrangers (DMCE)	Divers transferts au DMCE	1 500 000 000	0	-
Total Général		**7 800 000 000**	**6 800 000 000**	**14,7%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

2.4. De la fixation et de la répartition des prévisions des dépenses des comptes Spéciaux du Trésor

Les prévisions des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor ouverts pour l'année 2023, ont définitivement été fixées à la somme de 98,591 milliards de francs CFA, contre 126,051 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 21,8%. Elles se répartissent par compte spécial du trésor comme indiqué au Tableau n°16 ci-après.

Tableau n°16: Fixation et répartition des prévisions des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Compte Spéciaux du Trésor	Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
		Prévisions	Prévisions	
1) Contribution de solidarité sur les billets d'avion en Vols internationaux	Transfert de la quote-part de la contribution sur les titres de voyage en vols internationaux	150 000 000	150 000 000	0,0%
2) Fonds Forestier	Divers transferts versés aux Fonds	3 000 000 000	3 000 000 000	0,0%
3) Fonds pour la Protection de l'Environnement (FPE)	Divers transferts versés au Fonds	250 000 000	250 000 000	0,0%
4) Fonds pour l'Aménagement Halieutique (FAH)	Divers transferts versés au Fonds	155 000 000	155 000 000	0,0%
5) Contribution au Régime d'Assurance Maladie Universelle	Divers transferts versés à la CAMU	22 157 816 591	26 397 893 813	-16,1%
6) Fonds National pour le Développement des Activités Physiques et Sportives	Divers transferts versés au Fonds	700 000 000	700 000 000	0,0%
7) Caisses de Retraite (Etat)	Divers transferts versés aux Caisses de retraite	56 850 183 409	53 069 506 187	7,1%
8) Fonds pour le Développement des Collectivités locales	Divers transferts versés au Fonds	1 300 000 000	1 800 000 000	-27,8%
9) Fonds pour l'Accès et le Service Universel des Communications Electroniques	Divers transferts versés au Fonds	1 000 000 000	2 000 000 000	-50,0%
10) Fonds pour le Coronavirus, COVID-19	Divers transferts versés au Fonds	4 000 000 000	7 000 000 000	-42,9%
11) Fonds National de Solidarité pour le Soutien aux Entreprises	Divers transferts versés au Fonds	0	1 000 000 000	-100,0%
12) Fonds pour la Redevance Audiovisuelle	Transfert de la quote-part de la RAV versée au Fonds	150 000 000	150 000 000	0,0%
13) Fonds National pour la Vaccination contre le Coronavirus COVID-19	Divers transferts versés au Fonds	2 000 000 000	5 000 000 000	-60,0%
14) Fonds pour le Développement Touristique	Divers transferts versés au Fonds	400 000 000	400 000 000	0,0%
15) Fonds Routier	Divers transferts versés au Fonds	2 285 000 000	24 979 000 000	-90,9%
16) Fonds pour la Résilience	Divers transferts versés au Fonds	3 193 000 000	0	-
17) Fonds National de l'Habitat	Divers transferts versés au Fonds	1 000 000 000		-
Total Général		**98 591 000 000**	**126 051 400 000**	**-21,8%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

III. DE LA DETERMINATION DES SOLDES BUDGETAIRES PREVISIONNELS

Le solde budgétaire global prévisionnel pour l'année 2023 a été projeté à 335,617 milliards de francs CFA contre 774,308 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse prévisionnelle de 56,7%.

Le solde budgétaire de base pour l'année 2023 a été estimé à 521,617 milliards de francs CFA contre 905,308 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse prévisionnelle de 42,4%.

La capacité de financement prévisionnelle résultant des opérations au-dessus de la ligne pour l'année 2023 a été estimée à 335,645 milliards de francs CFA contre 774,523 milliards de francs CFA, soit une baisse prévisionnelle de 56,7%.

Le déficit primaire hors pétrole projeté pour l'année 2023 a été estimé à 302,383 milliards de francs CFA contre 616,020 milliards de francs CFA en 2022, soit une amélioration estimée de 50,9%.

Tableau n°17: Des soldes budgétaires prévisionnels significatifs

Rubriques	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Recettes budgétaires (1)	2 333 008 000 000	2 825 058 400 000	-17,4%
-Charges budgétaires hors investissement (2)	1 539 391 000 000	1 716 250 400 000	-10,3%
= Solde Brut de gestion (3)	**793 617 000 000**	**1 108 808 000 000**	**-28,4%**
Acquisitions d'actifs non financiers (4)	458 000 000 000	334 500 000 000	36,9%
-Cessions d'actifs non financiers (5)	28 189 627	215 028 894	-86,9%
= Acquisition nette d'actifs non financiers (6) = (4-5)	**457 971 810 373**	**334 284 971 106**	**37,0%**
Solde budgétaire global (7) = (1-2-4)	**335 617 000 000**	**774 308 000 000**	**-56,7%**
Capacité/ Besoin de financement (8) = (3-6)	**335 645 189 627**	**774 523 028 894**	**-56,7%**
Dons, legs et fonds de concours (9)	74 000 000 000	37 000 000 000	100,0%
Investissements sur financement extérieur (10)	260 000 000 000	168 000 000 000	54,8%
Solde budgétaire de base (11) = (1-9) - (2+4-10)	**521 617 000 000**	**905 308 000 000**	**-42,4%**
Recettes pétrolières (12)	1 321 000 000 000	1 952 620 000 000	-32,3%
Charges financières de la dette (13)	225 000 000 000	227 792 000 000	-1,2%
Solde primaire hors pétrole (14) = (1-12) – (2+4-13)	**-302 383 000 000**	**-616 020 000 000**	**-50,9%**

Source : LFR2023/LFR2022

IV. DES PREVISIONS DES OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET DE FINANCEMENT

Les ressources de trésorerie et de financement ont été autorisées en 2023 après réajustement, pour la somme totale de 517 milliards de francs CFA contre 250 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 106,8%.

Les charges de financement et de trésorerie quant à elles, ont été réajustées et autorisées pour l'année 2023 pour la somme de 1.080 milliards de francs CFA contre 1.431,893 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 24,6%.

Ainsi, il en résulte un déficit prévisionnel de trésorerie projeté à 563 milliards de francs CFA pour l'année 2023 contre 1.181,893 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 52,4% (Cf. tableau n°18 ci-après).

Tableau n°18: Des prévisions des opérations de trésorerie et de financement

Rubrique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Ressources de trésorerie et de financement	**517 000 000 000**	**250 000 000 000**	**106,8%**
Produits d'emprunts à Court, moyen et long terme	186 000 000 000	131000 000 000	41,9%
Produit d'émission des BTA et OTA	331 000 000 000	119 000 000 000	178,2%
Charges de trésorerie et de financement	**1 080 000 000 000**	**1 431 893 000 000**	**-24,6%**
Remboursement d'emprunts extérieurs	567 000 000 000	726 400 000 000	-21,9%
Provisions, réserves potentielles et divers	412 000 000 000	288 619 000 000	42,8%
Dettes sociales	101 000 000 000	104 000 000 000	-2,9%
Pensions de retraite	*92 000 000 000*	*96 000 000 000*	*-4,2%*
Sinistre du 4 mars	*8 000 000 000*	*8 000 000 000*	*0,0%*
Autres dettes sociales	*1 000 000 000*	*0*	-
Dette commerciale	*0*	312 874 000 000	-100,0%
Solde des opérations de trésorerie et de financement	**-563 000 000 000**	**-1 181 893 000 000**	**-52,4%**

Source : LFR 2023 / LFR 2022

V. DE L'EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL PREVISIONNEL

Les prévisions financières de l'exercice 2023 projetaient un déficit global de financement de 227,382 milliards de francs CFA contre 407,585 milliards de francs CFA en 2022, soit une amélioration de 44,2%, (Cf. tableau n°19 ci-après).

Tableau n°19: Equilibre financier global prévisionnel

Nature économique	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Prévisions	
Opérations budgétaires			
Recettes budgétaires (1)	*2 333 008 000 000*	*2 825 058 400 000*	*-17,4%*
Dépenses budgétaires (2)	*1 997 391 000 000*	*2 050 750 400 000*	*-2,6%*
Solde budgétaire Global (3) = (1-2)	***335 617 000 000***	***774 308 000 000***	***-56,7%***
Opérations de trésorerie et de financement			
Ressources de trésorerie et de financement (4)	*517 000 000 000*	*250 000 000 000*	*106,8%*
Charges de trésorerie et de financement (5)	*1 080 000 000 000*	*1 431 893 000 000*	*-24,6%*
Solde de trésorerie et de financement (6) = (4-5)	***-563 000 000 000***	***-1 181 893 000 000***	***-52,4%***
Ecart global de financement	**-227 383 000 000**	**-407 585 000 000**	**-44,2%**

Source : LFR2023/LFR2022

TITRE II : ANALYSE DE L'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES

I. ANALYSE DE L'EXECUTION DES RECETTE BUDGETAIRES

1.1. Synthèse de l'exécution des recettes budgétaires

Au titre de l'exercice 2023, les recettes budgétaires, globalement ordonnancées pour un montant de 2.593,505 milliards de francs CFA, ont été encaissées pour la somme totale de 2.332,681 milliards francs CFA contre 2.816,562 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 17,2% et un taux d'exécution de 100,0%. Il se dégage ainsi des restes à recouvrer de l'ordre de 262,504 milliards de francs CFA essentiellement liés aux recettes fiscales.

Les recettes budgétaires internes (recettes pétrolières incluses) ont été encaissées pour un total de 2.259,356 milliards de francs CFA contre 2.762,657 milliards de francs CFA en 2022, soient un accroissement négatif de 18,2%, et un taux d'exécution d'un peu plus de 100,0%.

Les recettes budgétaires internes hors pétrole, quant à elles, se sont établies à 928,612 milliards de francs CFA contre 786, 240 milliards de francs CFA en 2022, soient une hausse de 18,1% et un taux de réalisation de 99,0% de l'objectif annuel.

Les recettes pétrolières ont été réalisées pour un montant de 1.328,865 milliards de francs CFA contre 1.976,417 milliards de francs CFA en 2022, en baisse de 32,8% pour un taux de réalisation de 100,7%.

Tableau n°20: Synthèse de l'exécution des recettes budgétaires

Rubrique	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Encaissements	Taux	Encaissements	
Recettes budgétaires internes	2 259 008 000 000	2 259 356 198 597	100,0%	2 762 656 990 328	-18,2%
Recettes hors pétrole	*940 008 000 000*	*930 491 268 769*	*99,0%*	*789 781 342 509*	*17,8%*
Recettes pétrolières	*1 319 000 000 000*	*1 328 864 929 828*	*100,7%*	*1 972 875 647 819*	*-32,6%*
Recettes budgétaires externes (Dons)	74 000 000 000	73 324 873 939	99,1%	53 905 309 455	36,0%
Total Général	**2 333 008 000 000**	**2 332 681 072 536**	**99,99%**	**2 820 103 711 083**	**-17,3%**

Source : DGT

1.2. De la répartition des recettes encaissées par type de budget et par nature économique

La répartition des recettes encaissées au titre de l'exercice 2023 se décline ainsi qu'il suit :

- les recettes du budget général ont été encaissées pour un total de 2.245,632 milliards de francs CFA contre 2.741,561 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 18,1% et un taux de réalisation de 100,9% ;
- les recettes affectées aux Budgets Annexes ont été encaissées pour un total de 6,341 milliards de francs CFA contre 1,964 milliards de francs CFA en 2022, soient une hausse de 222,9% et un taux d'exécution de 81,3% ;
- les recettes affectées à des dépenses spécifiques sous forme de Compte Spécial du Trésor ont été encaissées pour un total de 80,708 milliards de francs CFA contre 79,106 milliards de francs CFA en 2022, soient une hausse de 2,0% et un taux d'exécution de 81,9%.

Tableau n°21: Répartition effective des recettes encaissées par type de budget et par nature économique

Type de Budget / Nature économique	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Réalisations	Taux	Réalisations	Réal.
Budget Général	**2 226 617 000 000**	**2 245 631 510 339**	**100,9%**	**2 741 560 838 972**	**-18,1%**
Recettes fiscales	**758 588 399 964**	**797 193 348 233**	**105,1%**	**670 187 658 777**	**19,0%**
Impôts et taxes intérieurs	592 588 399 964	659 972 462 076	111,4%	531 640 341 731	24,1%
Droits et taxes de douanes	166 000 000 000	137 220 886 157	82,7%	138 547 317 046	-1,0%
Dons, legs et fonds de concours	**74 000 000 000**	**73 324 873 939**	**99,1%**	**53 905 309 492**	**36,0%**
Dons ordinaires	74 000 000 000	73 324 873 939	99,1%	53 905 309 492	36,0%
Autres recettes	**1 394 028 600 036**	**1 375 113 288 167**	**98,6%**	**2 017 467 870 703**	**-31,8%**
Recettes pétrolières	1 307 807 000 000	1 319 184 881 574	100,9%	1 954 317 456 158	-32,5%
Produit de la vente des cargaisons	*1 296 807 000 000*	*1 294 606 457 764*	*99,8%*	*1 516 039 244 851*	*-14,6%*
Transferts pétroliers		*0*	-	*311 355 015 491*	*-100,0%*
Recettes de commercialisation	*0*	*0*	-	*94 128 501 129*	*-100,0%*
Bonus pétrolier	*10 000 000 000*	*9 133 212 500*	*91,3%*	*32 794 694 687*	*-72,2%*
Recettes de la Zone d'unitization	*1 000 000 000*	*15 445 211 310*	*1544,5%*	*0*	-
Redevance superficiaire	2 000 000 000	1 879 389 496	94,0%	3 541 411 300	-46,9%
Recettes forestières	10 000 000 000	5 287 000 550	52,9%	10 210 973 583	-48,2%
Redevance forestière	*10 000 000 000*	*5 287 000 550*	*52,9%*	*10 210 973 583*	*-48,2%*
Recettes minières	500 000 000	309 010 623	61,8%	0	-
Redevance minière	*500 000 000*	*309 010 623*	*61,8%*	*0*	-
Autres recettes domaniales	*30 572 600 036*	*16 805 455 706*	*55,0%*	*29 611 692 161*	-43,2%
Redevance du domaine des télécom	*17 340 136 872*	*12 991 832 590*	*74,9%*		-

Redevance sur les transactions électroniques	*6 784 777 318*	*3 064 810 525*	*45,2%*		-
Autres recettes domaniales non ventilées	6 447 685 846	*748 812 591*	11,6%		-
Recettes de portefeuille	23 700 000 000	30 902 225 680	130,4%	12 697 050 000	143,4%
Dividendes	*23 500 000 000*	*30 902 225 680*	*131,5%*	*12 697 050 000*	*143,4%*
Intérêts sur prêts consentis	*200 000 000*	*0*	*0,0%*	*0*	-
Amendes et condamnations pécuniaires	4 000 000 000	0	0,0%	0	-
Droits et frais administratifs	15 449 000 000	2 624 714 034	17,0%	10 630 698 801	-75,3%
Budgets Annexes	**7 800 000 000**	**6 341 295 480**	**81,3%**	**1 963 826 235**	**222,9%**
Impôts et taxes intérieurs	1 649 000 000	1 836 510 114	111,4%	476 227 862	285,6%
Droits et frais administratifs	6 151 000 000	4 504 785 366	73,2%	1 487 598 373	202,8%
Comptes Spéciaux du Trésor	**98 591 000 000**	**80 708 266 717**	**81,9%**	**79 106 103 239**	**2,0%**
Impôts et taxes intérieurs	7 190 000 000	8 007 585 033	111,4%	6 086 068 260	31,6%
Cotisations sociales	79 008 000 000	56 673 499 869	71,7%	53 883 090 492	5,2%
Produit de la vente des cargaisons	11 193 000 000	11 559 437 750	103,3%	18 558 191 661	*-37,7%*
Droits et frais administratifs	1 200 000 000	4 467 744 065	372,3%	578 752 826	672,0%
Total général -Recettes budgétaires	**2 333 008 000 000**	**2 332 681 072 536**	**100,0%**	**2 816 562 299 783**	**-17,2%**

Résumé

Recettes du Budget général	**2 226 617 000 000**	**2 245 631 510 339**	**100,9%**	**2 735 492 370 309**	**-17,9%**
Recettes affectées	**106 391 000 000**	**87 049 562 197**	**81,8%**	**81 069 929 474**	**7,4%**
Budgets Annexes	*7 800 000 000*	*6 341 295 480*	*81,3%*	*1 963 826 235*	*222,9%*
Comptes Spéciaux du Trésor	*98 591 000 000*	*80 708 266 717*	*81,9%*	*79 106 103 239*	*2,0%*
Total Général	**2 333 008 000 000**	**2 332 681 072 536**	**100,0%**	**2 816 562 299 783**	**-17,2%**

Source : DGCPP/DG/D/DGDDI/DGT/DRN/DGRSP

L'analyse détaillée de l'exécution des recettes budgétaires par titre est présentée ci-après.

1.3. Analyse détaillée de l'exécution de recettes budgétaires par titre

1.3.1. De l'exécution des recettes fiscales

1.3.1.1. Des émissions des recettes fiscales

Au titre de l'année financière 2023, les recettes fiscales (intérieures et de porte) ont été liquidées et ordonnancées pour un montant total de 1.067,712 milliards de francs CFA, sur une prévisions de 767,427 milliards de francs CFA, soit un taux d'émission de 139,1% (Cf. Tableau n°22 ci-après).

Tableau n°22: Synthèse des émissions des recettes fiscales

Rubrique	Exercice 2023		
	Prévisions	Emissions	Taux
Impôts et taxes assimilés	601 427 399 964	930 511 262 802	154,7%
Droits et taxes de douane	166 000 000 000	137 201 030 096	82,7%
Total Général	**767 427 399 964**	**1 067 711 292 898**	**139,1%**

Source : DGID/DGDDI

1.3.1.2. Des recouvrements des recettes fiscales

Les recettes fiscales (intérieures et de porte) ont été recouvrées en 2023 pour un montant global de 807,037 milliards de francs CFA contre 700,050 milliards de francs CFA en 2022, soit un accroissement positif de 15,3% (Cf. Tableau n°23 ci-dessous).

Le taux global de recouvrement des recettes fiscales en 2023 est de 105,2% contre 98,0% en 2022.

Tableau n°23: Synthèse des recouvrements des recettes fiscales

Rubrique	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Recouvrements	Taux	Recouvrements	
Impôts et taxes intérieurs	**601 427 399 964**	**669 816 557 223**	**111,4%**	**561 503 078 781**	**19,3%**
Impôts directs	323 321 422 811	395 024 866 303	122,2%	274 794 113 086	38,6%
Dont : Impôts sur les Sociétés	*174 061 579 503*	*238 064 745 455*	*136,8%*	*161 684 701 444*	47,2%
Impôts indirects	277 977 858 331	274 624 114 270	98,8%	256 427 290 926	7,1%
Dont : TVA totale nette	*212 215 110 471*	*191 528 635 139*	*90,3%*	*197 149 066 241*	-2,9%
Autres recettes assimilées	128 118 822	167 576 650	131,3%	30 281 674 469	-99,4%
Droits et taxes de douane	**166 000 000 000**	**137 220 886 157**	**82,7%**	**138 547 317 046**	**-1,0%**
Dont : Droits d'entrée	*110 429 462 298*	*110 203 374 025*	*99,8%*	*91 659 895 000*	*20,2%*
Total Général	**767 427 399 964**	**807 037 443 380**	***105,2%***	**700 050 395 527**	**15,3%**

Source : DGID/DGDDI

1.3.1.3. Des restes à recouvrer des recettes fiscales

Au titre de l'année budgétaire 2023, les restes à recouvrer sur des recettes fiscales ordonnancées se chiffrent à la somme globale de 262,354 milliards de francs CFA (Cf. Tableau n°24 ci-après).

Tableau n°24: Synthèse des restes à recouvrer des recettes fiscales en 2023

Rubrique	Restes à recouvrer
Recettes fiscales et assimilées	**260 694 705 579**
Impôts directs	208 867 803 018
Dont : Impôts sur les Sociétés	*205 285 456 456*
Impôts indirects	51 667 715 664
Dont : TVA nette	*33 690 123 398*
Droits et taxes de douane (nets)	***1 659 777 388***
Dont : Droits d'entrée	*1 633 376 121*
Total Général	**262 354 482 967**

Source : DGID/DGDDI

Les tableaux n°25 à 28 ci-après présentent l'analyse détaillée de l'exécution des recettes fiscales.

Tableau n°25: Situation détaillée effective des impôts et taxes intérieurs

Rubrique	Exercice 2023				Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Recouvrement	Restes à recouvrer	Taux	Recouvrement	
Impôts directs	323 321 422 811	395 024 866 303	208 867 803 018	122,2%	274 794 113 086	43,8%
Impôts sur les revenus des personnes physiques	*129 476 102 630*	*140 363 775 800*	*1 104 814 119*	*108,4%*	*95 276 442 656*	47,3%
Impôts sur les Sociétés	*174 061 579 503*	*238 064 745 455*	*205 285 456 456*	*136,8%*	*161 684 701 444*	47,2%
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	*16 500 316 981*	*12 402 423 188*	*1 830 329 234*	*75,2%*	*14 873 306 609*	-16,6%
Impôts sur le patrimoine	*1 465 193 402*	*607 728 350*	*0*	*41,5%*	*1 320 718 308*	-54,0%
Autres impôts directs	*1 818 230 295*	*3 586 193 510*	*647 203 209*	*197,2%*	*1 638 944 069*	118,8%
Impôts indirects	277 977 858 331	274 624 114 270	51 667 715 664	98,8%	256 427 290 926	7,1%
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	*270 889 987 716*	*265 243 671 906*	*51 597 596 767*	*97,9%*	*250 038 319 249*	6,1%
Dont : TVA nette	*212 215 110 471*	*191 528 635 139*	*33 690 123 398*	*90,3%*	*197 149 066 241*	-2,9%
Droits d'enregistrement et de timbre	*7 087 870 615*	*9 380 442 364*	*70 118 897*	*132,3%*	*6 388 971 677*	46,8%
Autres recettes assimilées	128 118 821	167 576 650	159 186 897	130,8%	34 025 568 864	-99,5%
Total Général	**601 427 399 964**	**669 816 557 223**	**260 694 705 579**	**111,4%**	**561 503 078 481**	**19,3%**

Source : DGID

Tableau n°26: Situation détaillée effective des droits et taxes de douane

Rubriques	Exercice 2023				Exercice 2022	Var (%)
	Prévisions	Recouvrements	Restes à recouvrer	Taux	Recouvrements	
Droit d'entrée	110 429 462 298	110 203 374 025	1 633 376 121	99,8%	91 659 895 000	20,2%
Droits d'accises	2 389 581 648	1 662 852 910	0	69,6%	1 363 266 542	22,0%
Redevance Bois	10 337 720 639	3 257 230 826	24 259 657	31,5%	8 157 368 542	-60,1%
Redevance Informatique	35 507 531 852	21 489 454 874	0	60,5%	35 617 669 290	-39,7%
Taxe additionnelle à l'export	3 326 052 915	0	0	0,0%	956 237 808	-100,0%
Amendes et pénalités	2 725 730 353	178 484 854	0	6,5%	27 331 495	553,0%
Autres recettes douanières non ventilées	1 283 920 295	429 488 668	2 141 610	33,5%	765 548 369	-43,9%
Total Général	**166 000 000 000**	**137 220 886 157**	**1 659 777 388**	**82,7%**	**138 547 317 046**	**-1,0%**

Source : DGDDI

Tableau n°27: Situation des exonérations douanières par catégorie

Catégories	Exercice 2023	Exercice 2022	Var. (%)
	Réalisations	Réalisations	
Exonérations de source internationale et communautaire	27 194 048 779	34 745 674 794	-21,73%
Protocoles d'accord et conventions de financement extérieur	7 487 800 572	7 933 008 772	-5,61%
Contribution de l'Etat à l'investissement	438 374 302 849	251 693 299 783	74,17%
Exonérations à caractère social de source nationale	124 603 013 458	66 659 517 220	86,92%
Marchés et contrats de l'Etat sur financement propre	8 785 940 539	6 128 306 697	43,37%
Autres exonérations	4 243 019 831	4 883 019 561	-13,11%
Total Général	**610 688 126 028**	**372 042 826 827**	**64,14%**

Source : DGDDI

Tableau n°28: Situation des exonérations douanières par secteur

Secteurs	Exercice 2023		Exercice 2022	Var. (%)
	Montant	%		
Secteur pétrolier (Amont et aval)	374 771 211 666	61,37%	191 857 733 570	95,34%
Soutien au pouvoir d'achat	124 312 214 382	20,36%	66 426 528 204	87,14%
Secteur des mines, de l'Industrie et manufacture	36 756 714 578	6,02%	41 932 219 527	-12,34%
Dons à l'Etat et Gouvernement	6 710 451 197	1,10%	12 773 671 738	-47,47%
Secteur social et religieux	1 209 611 968	0,20%	12 170 915 456	-90,06%
Investissements sur financement extérieur	7 487 800 572	1,23%	7 933 008 772	-5,61%
Privilèges diplomatiques et assimilés	6 016 445 757	0,99%	6 199 669 930	-2,96%
Secteur agricole dont élevage et pêche	4 823 369 783	0,79%	2 391 096 105	101,72%
Secteur forestier	3 696 054 969	0,61%	2 356 773 768	56,83%
Divers autres secteurs	44 904 251 156	7,35%	28 001 209 757	60,37%
Total Général	**610 688 126 028**	**100,00%**	**372 042 826 827**	**64,14%**

Source : DGDDI

1.3.2. De l'exécution des dons, legs et fonds de concours

Au titre de l'année 2023, les dons, legs et fonds de concours, constitués uniquement des dons ordinaires, ont été réalisés pour un montant total de 73,324 milliards de francs CFA, contre 53,905 milliards de francs CFA en 2022, soient en hausse de 36,0% et un taux d'exécution de 99,1%. (Cf. Tableau n°29 ci-après).

Tableau n°29: Listes des donateurs en 2023

Rubriques	Exercice 2023		
	Prévisions	Réalisations	Taux
1) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	1 266 000 000	20 136 000 000	1590,5%
2) Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)	3 800 000 000	13 391 000 000	352,4%
3) Banque Africaine de Développement (BAD)	373 000 000	0	0,0%
4) Agence France Développement (AFD)	18 420 000 000	8 404 000 000	45,6%
5) Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	2 776 000 000	7 773 000 000	280,0%
6) République populaire de Chine	3 000 000 000	0	0,0%
7) Banque Mondiale (BM)	4 151 000 000	126 000 000	3,0%
8) Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM)	62 000 000	0	0,0%
9) Alliance Mondiale pour la Vaccination et l'Immunisation (GAVI)	15 500 000 000	4 564 873 939	29,5%
10) Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	431 000 000	1 104 000 000	256,1%
11) Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)	100 000 000	0	0,0%
12) Programme Alimentaire Mondial (PAM)	3 957 000 000	6 650 000 000	168,1%
13) PHILIPS	4 363 000 000	0	0,0%
14) Organisation Mondiale de la Santé (OMS)	725 000 000	429 000 000	59,2%
15) Union Européenne (UE)	7 044 000 000	5 463 000 000	77,6%
16) Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	2 000 000 000	953 000 000	47,7%
17) Union Africaine (UA)	100 000 000	0	0,0%
18) Contrat Désendettement et Développement (C2D)	5 932 000 000	4 331 000 000	73,0%
Total Général	**74 000 000 000**	**73 324 873 939**	**99,1%**

Source : DGPD

1.3.3. De l'exécution des cotisations sociales

Au terme de l'exercice 2023, les cotisations sociales (Contribution patronale et cotisation des employés) ont été comptabilisées par le Trésor Public, au profit de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF) et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), pour la somme globale de 56,673 milliards de francs CFA contre 53,883 milliards de francs CFA en 2022, soient une augmentation de 5,2% et un taux d'exécution de 71,7%. (Cf. Tableau n°30 ci-après).

Tableau n°30: Synthèse de l'exécution des cotisations sociales

Rubriques	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Réalisations	Taux	Réalisations	
Cotisations sociales à la CRF	47 691 117 747	53 594 987 060	112,4%	51 689 090 492	3,7%
Contribution patronale	*29 889 545 168*	*35 729 991 373*	*119,5%*	*34 613 090 492*	*3,2%*
Cotisation des employés	*17 801 572 579*	*17 864 995 687*	*100,4%*	*17 076 000 000*	*4,6%*
Cotisations sociales à la CNSS	3 445 465 662	3 078 512 809	89,3%	2 194 000 000	40,3%
Contribution patronale	*3 037 695 162*	*2 714 168 911*	*89,3%*	*2 173 000 000*	*24,9%*
Cotisation des employés	*407 770 500*	*364 343 898*	*89,4%*	*21 000 000*	*1635,0%*
Cotisations sociales à la CAMU	27 871 416 591	0	0,0%	0	-
Contribution patronale	*19 354 032 357*	*0*	*0,0%*	*0*	-
Cotisation des employés	*8 517 384 234*	*0*	*0,0%*	*0*	-
Total Général	**79 008 000 000**	**56 673 499 869**	**71,7%**	**53 883 090 492**	**5,2%**

Source : DGT

1.3.4. De l'exécution des autres recettes

En 2023 les autres recettes, ordonnancées pour un montant de 1.416,951 milliards de francs CFA, ont été réalisées pour une somme globale de 1.416,801 milliards de francs CFA contre 2.008,724 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 29,5% et un taux d'encaissement de 100,3%. (Cf. Tableau n°31 ci-après).

Tableau n°31: Situation détaillée effective des autres recettes

Rubriques	Exercice 2023				Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Emissions	Recouvrements	Taux	Recouvrements	
Recettes pétrolières	**1 319 000 000 000**	**1 328 864 929 828**	**1 328 864 929 828**	**100,7%**	**1 976 417 059 119**	**-32,8%**
Produit de la vente des cargaisons	*1 308 000 000 000*	*1 304 286 506 018*	*1 304 286 506 018*	*99,7%*	*1 534 597 436 512*	*-15,0%*
Transferts pétroliers	*0*	*0*	*0*	-	*311 355 015 491*	*-100,0%*
Produit de commercialisation	*0*	*0*	*0*	-	*94 128 501 129*	*-100,0%*
Bonus pétrolier	*10 000 000 000*	*9 133 212 500*	*9 133 212 500*	*91,3%*	*32 794 694 687*	*-72,2%*
Recettes de la Zone d'unitization	*1 000 000 000*	*15 445 211 310*	*15 445 211 310*	*1544,5%*	*0*	-
Recettes exceptionnelles	*0*	*0*	*0*	-	*0*	-
Redevance superficiaire (hydrocarbures)	**2 000 000 000**	**1 879 389 496**	**1 879 389 496**	**94,0%**	**3 541 411 300**	**-46,9%**
Recettes forestières	**10 000 000 000**	**5 287 000 550**	**5 287 000 550**	**52,9%**	**10 210 973 583**	**-48,2%**
Redevance forestière	*10 000 000 000*	*5 287 000 550*	*5 287 000 550*	*52,9%*	*10 210 973 583*	-48,2%
Recettes minières	**500 000 000**	**309 010 623**	**309 010 623**	**61,8%**	**0**	-
Redevance minière	*500 000 000*	*309 010 623*	*309 010 623*	*61,8%*	*0*	-
Autres recettes domaniales	**30 572 600 037**	**16 955 321 518**	**16 805 455 706**	**55,0%**	**0**	-
Redevance du domaine des télécom.	*17 340 136 872*	*12 991 832 590*	*12 991 832 590*	*74,9%*	*0*	-
Redevance sur les transactions électroniques	*6 784 777 318*	*3 174 354 857*	*3 064 810 525*	*45,2%*	*0*	-
Diverses autres recettes domaniales non ventilées	*6 447 685 847*	*789 134 071*	*748 812 591*	*11,6%*	*0*	-
Recettes de Portefeuille	**23 700 000 000**	**30 902 225 680**	**30 902 225 680**	**130,4%**	**12 697 050 000**	143,4%
Dividendes	*23 500 000 000*	*30 902 225 680*	*30 902 225 680*	*131,5%*	*12 697 050 000*	143,4%
Intérêts	*200 000 000*	*0*	*0*	*0,0%*	*0*	-
Amendes, condamnations pécuniaires	**4 000 000 000**	**0**	**0**	**0,0%**	**0**	-
Droits et frais administratifs	**22 800 000 000**	**11 597 243 465**	**11 597 243 465**	**50,9%**	**9 398 421 607**	23,4%
Total Général	**1 412 572 600 037**	**1 395 795 121 160**	**1 395 645 255 348**	**98,8%**	**2 008 723 504 309**	**-30,5%**

Source : DEP-MEF/DRN/DGRSP/DGT/DGID

La situation des transferts pétroliers est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n°32: Situation des transferts pétroliers

Rubriques	Exercice 2023		Exercice 2022		Var. (%)
	Réalisations	%	Réalisations	Taux	
Taxe maritime	1 600 000 000	1,3%	1 535 380 588	0,5%	4,2%
Yanga-Sendji	12 600 000 000	9,9%	10 113 844 627	3,2%	24,6%
Centrale Electrique du Congo (CEC)	75 300 000 000	59,0%	89 840 142 309	28,9%	-16,2%
Congolaise des Raffineries (CORAF)	37 600 000 000	29,5%	154 386 077 942	49,6%	-75,6%
Autres bénéficiaires	400 000 000	0,4%	55 479 570 024	17,8%	-99,3%
Total Général	**127 500 000 000**	**100,0%**	**311 355 015 490**	**100,0%**	**-59,0%**

Source : TOFE 2023 /TOFE 2022.

La situation des dividendes versés par entreprise est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n°33: Liste des entreprises ayant versés des dividendes en 2023

Entreprises	Montant encaissé
1) Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)	3 935 865 286
2) La Congolaise des Routes (LCR)	9 839 355
3) Société Nationale des Pétrole du Congo (SNPC)	26 640 000 000
4) Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique (BSCA)	316 521 039
Total Général	**30 902 225 680**

Source : DGRSP

II. ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

2.1. Synthèse générale de l'exécution des dépenses budgétaires

Au titre de l'exercice 2023, les dépenses budgétaires ont été ordonnancées pour un montant global de 1.834,368 milliards de francs CFA contre 2.038,673 milliards de francs CFA en 2022. Elles ont été payées pour un montant global de 1.668,013 milliards de francs CFA contre 1.920,295 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 13,1% et un taux de réalisation de 83,5%. Il se dégage ainsi des restes à payer pour un montant global de 165,336 milliards de francs CFA contre 118,377 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 39,7%.

2.2. Synthèse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget

En 2023 les dépenses du Budget Général ont été ordonnancées pour un total de 1.746,299 milliards de francs CFA contre 1.957,603 milliards de francs CFA en 2022. Elles ont été payées pour un montant global de 1.580,964 milliards de francs CFA contre 1.839,225 milliards de francs CFA en 2022, soient un accroissement négatif de 14,0% et un taux de réalisation de 83,6%.

Les dépenses des Budgets Annexes ont été ordonnancées et payées au taux de 81,3% en 2023. Elles affichent une hausse de 222,9%, passant de 1,963 milliards de francs CFA en 2022 à 6,341 milliards de francs CFA en 2023.

Les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor quant à elles, ont été ordonnancées et payées pour un total de 80,708 milliards de francs CFA contre 79,106 milliards de francs CFA en 2022, soient une hausse de 2,0% et un taux d'exécution de 81,9% (Cf. Tableau N°34 ci-après).

Tableau n°34: Synthèse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Type de Budget / Nature économique	Exercice 2023					Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Ordonnancements	Paiements	Taux	Restes à payer	Paiements	
Budget Général	**1 891 000 000 000**	**1 746 299 401 496**	**1 580 963 864 471**	**83,6%**	**165 335 537 025**	**1 839 225 183 514**	**-14,0%**
Dépenses de fonctionnement	1 433 000 000 000	1 447 981 769 979	1 346 347 992 492	94,0%	101 633 777 487	**1 555 244 163 803**	**-13,4%**
Charges financières de la dette	*225 000 000 000*	*271 374 972 421*	*271 374 972 421*	*120,6%*	*0*	*230 426 711 116*	*17,8%*
Charges de personnel	*406 000 000 000*	*387 860 416 766*	*387 860 416 766*	*95,5%*	*0*	*378 498 138 532*	*2,5%*
Dépenses des biens et services	*190 000 000 000*	*189 148 162 197*	*155 803 700 956*	*82,0%*	*33 344 461 241*	*192 159 718 570*	*-18,9%*
Dépenses des transferts	*542 000 000 000*	*526 601 265 656*	*477 724 439 750*	*88,1%*	*48 876 825 906*	*671 548 869 921*	*-28,9%*
Autres dépenses	*70 000 000 000*	*72 996 952 939*	*53 584 462 599*	*76,5%*	*19 412 490 340*	*82 610 725 664*	*-35,1%*
Dépenses d'investissement	458 000 000 000	298 317 631 517	234 615 871 979	51,2%	63 701 759 538	283 981 019 711	-17,4%
Budgets Annexes	**7 800 000 000**	**6 341 295 480**	**6 341 295 480**	**81,3%**	**0**	**1 963 826 235**	**222,9%**
Divers transferts aux Budgets Annexes	7 800 000 000	6 341 295 480	6 341 295 480	81,3%	0	1 963 826 235	222,9%
Comptes Spéciaux du Trésor	**98 591 000 000**	**80 708 266 717**	**80 708 266 717**	**81,9%**	**0**	**79 106 103 239**	**2,0%**
Divers transferts aux Comptes Spéciaux du Trésor	98 591 000 000	80 708 266 717	80 708 266 717	81,9%	0	79 106 103 239	2,0%
Total Général	**1 997 391 000 000**	**1 833 348 963 693**	**1 668 013 426 668**	**91,8%**	**165 335 537 025**	**1 920 295 112 988**	**-13,1%**

Source : DGB/DGPD/DGT

L'analyse détaillée de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique est présentée ci-après.

2.1. Analyse de l'exécution des dépenses du budget général

2.2.1. Des charges financières de la dette

Au 31 décembre 2023, les charges financières de la dette publique ont été ordonnancées et payées pour un montant total de 271,375 milliards de FCFA contre 230,427 milliards en 2022, soient une augmentation de 17,8% et un taux de réalisation de 120,7% (Cf. Tableau n°35 ci-après).

Tableau n°35: Répartition effective des charges financières de la dette par bailleur

Bailleurs	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
I - Bailleurs extérieurs	**156 552 435 777**	**128 805 733 761**	**82,3%**	**117 584 426 146**	**9,5%**
Fonds Monétaire International (FMI)	3 671 129	0	0,0%	0	-
Banque Mondiale (AID-BIRD)	3 993 596 471	8 295 362 218	207,7%	4 304 983 098	92,7%
Banque Africaine de Développement (BAD)	2 612 536 507	3 031 658 192	116,0%	661 282 360	358,5%
Fonds africain pour le Développement (FAD)	286 998 308	486 275 637	169,4%	501 088 964	-3,0%
Groupe BEI/UE/FED	86 239 006	142 849 307	165,6%	33 409 537	327,6%
Autres Bailleurs Bilatéraux	1 850 037 285	5 763 914 279	311,6%	4 512 293 285	27,7%
Banque Arabe de Développement Économique en Afrique (BADEA)	148 367 498	95 707 959		102 144 303	-6,3%
Chine	45 193 736 074	20 563 816 286		21 345 471 340	-3,7%
Brésil	693 028 741	656 660 740	94,8%	772 389 965	-15,0%
Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	209 776 621	157 152 379		268 138 665	-41,4%
Exim Bank Inde	2 097 185 215	2 031 061 091		1 296 989 133	56,6%
ING Bank	1 166 624 315	0		0	-
Belfius Bank	2 167 696 180	0		0	-
Exim Bank Turquie	3 497 780 739	1 626 341 071		1 842 216 227	-11,7%
Afrexim Bank	13 028 515 270	9 633 142 426	73,9%	5 318 984 502	81,1%
Banque de Développement des Etats d'Afrique centrale (BDEAC)	117 974 466	3 345 205 910		4 223 572 128	-20,8%

Agence Française de Développement (AFD)	1 354 197 450	4 293 546 172	317,1%	1 309 816 781	227,8%
Club de Londres	19 684 587 311	7 471 372 675		8 857 507 966	-15,6%
Chine (financement divers projets)	1 128 262 871	148 744 180	13,2%	393 002 613	-62,2%
Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole (OPEP)	282 491 700	91 362 643	32,3%	121135322	-24,6%
Divers créanciers	0	0	-	1 209 522 755	-100,0%
Engagements commerciaux	56 949 132 620	60 971 560 596	107,1%	60 510 477 202	0,8%
II - Bailleurs intérieurs	**68 447 564 223**	**142 569 238 660**	**208,3%**	**112 842 284 970**	**26,3%**
Banque des états de l'Afrique Centrale (BEAC)	24 214 661 614	16 469 596 000	68,0%	16 469 596 000	0,0%
Emprunt Obligataire (2021-2026)	44 232 902 609	126 099 642 660	285,1%	96 372 688 970	30,8%
Total Général	**225 000 000 000**	**271 374 972 421**	**120,6%**	**230 426 711 116**	**17,8%**

Source : DGB

2.2.2. Des dépenses de personnel

Au titre de l'exercice 2023, les dépenses de personnel ont été ordonnancées et payées pour un montant global de 387,860 milliards de francs CFA contre 378,498 milliards de francs CFA en 2022, soient une hausse de 2,5% et un taux de réalisation de 95,5% (Cf. Tableau n°36 ci-après).

Tableau n°36: Répartition effective des dépenses de personnel par section

Section		Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
01	Présidence de la République	3 492 928 454	5 663 457 730	162,1%	3 351 380 224	69,0%
02	Assemblée Nationale	246 151 336	141 899 162	57,6%	234 122 016	-39,4%
03	Sénat	162 365 517	45 187 039	27,8%	149 508 152	-69,8%
21	Primature	655 764 777	862 827 887	131,6%	624 478 165	38,2%
22	Défense nationale	40 908 775 793	40 363 791 532	98,7%	40 090 972 864	0,7%
24	Justice, droits humains	21 065 293 135	26 874 352 174	127,6%	20 612 175 828	30,4%
26	Communication, médias, Porte-Parole du Gouvernement	6 904 377 281	7 139 916 293	103,4%	6 696 421 723	6,6%
27	Affaires foncières et domaine public	791 366 911	1 057 881 265	133,7%	763 731 851	38,5%
30	Construction, urbanisme et habitat	1 050 060 334	741 973 400	70,7%	1 016 328 535	-27,0%
32	Affaires sociales et action humanitaire	6 432 238 335	5 103 481 778	79,3%	5 632 344 798	-9,4%
36	Plan, statistique et intégration régionale	1 022 276 786	2 223 012 056	217,5%	700 000 000	217,6%
37	Commerce, approvisionnements et consommation	2 664 057 681	2 441 420 628	91,6%	2 570 004 709	-5,0%
38	PME, artisanat et secteur informel	183 700 809	406 342 670	221,2%	164 751 391	146,6%
41	Énergie et hydraulique	230 579 403	369 486 567	160,2%	220 366 630	67,7%
42	Hydrocarbures	687 664 514	702 447 824	102,1%	657 312 452	6,9%
44	Transport, aviation civile et marine marchande	1 769 338 190	1 771 764 297	100,1%	1 673 805 147	5,9%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	119 321 077	278 519 330	233,4%	114 897 903	142,4%
46	Agriculture, élevage et pêche	6 561 003 022	5 410 397 148	82,5%	5 652 869 154	-4,3%
47	Économie forestière	4 398 536 315	3 445 032 023	78,3%	3 661 510 336	-5,9%
55	Culture et arts		0	-	175 788 106	-100,0%
56	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement et économie informelle	646 152 914	909 894 262	140,8%	618 390 531	47,1%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	20 716 760 974	20 326 752 182	98,1%	18 379 448 696	10,6%
58	Santé et population	37 376 002 486	28 783 260 022	77,0%	32 283 766 475	-10,8%
63	Coopération internationale et partenariat public privé	3 713 835 557	3 500 000 000	94,2%	3 600 000 000	-2,8%
64	Contrôle d'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs	509 618 535	500 000 000	98,1%	500 000 000	0,0%

65	Administration du territoire, décentralisation et développement local		0		55 375 939	-100,0%
66	Industries minières et géologie	962 493 291	795 459 530	82,6%	922 408 653	-13,8%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 758 845 909	1 614 040 450	91,8%	1 602 564 769	0,7%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	19 120 399 617	26 777 415 797	140,0%	18 513 217 162	44,6%
70	Finances, budget et portefeuille public		0		772 775 387	-100,0%
71	Zones économiques spéciales et diversification de l'économie	59 562 152	52 536 786	88,2%	56 000 000	-6,2%
72	Economie, plan et statistique		0		212 544 605	-100,0%
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	701 584 796	468 348 759	66,8%	645 467 047	-27,4%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	15 716 272 800	8 884 121 979	56,5%	13 301 242 286	-33,2%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	935 144 937	646 684 854	69,2%	887 482 359	-27,1%
76	Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique	1 058 129 842	1 301 034 555	123,0%	1 079 084 547	20,6%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	93 170 054 593	76 741 426 797	82,4%	84 530 887 826	-9,2%
78	Enseignement technique et professionnel	19 359 048 889	19 495 930 462	100,7%	18 422 524 631	5,8%
80	Délégué auprès du PM chargé de la réforme de l'Etat	2 613 504 082	2 000 000 000	-	2 500 000 000	-20,0%
81	Budget, comptes publics et portefeuille public	12 672 870 980	9 762 209 229	77,0%	18 234 855 883	-46,5%
82	Economie et finances	28 331 787 333	34 250 394 704	120,9%	20 793 742 867	64,7%
83	Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs	2 095 446 480	2 050 761 460	97,9%	1 832 816 725	11,9%
84	Intérieur, décentralisation et développement local	44 995 282 267	43 832 577 555	97,4%	43 862 370 264	-0,1%
86	Economie fluviale et voies navigables	141 401 896	124 376 580	88,0%	128 401 896	-3,1%
Total Général		**406 000 000 000**	**387 860 416 766**	**95,5%**	**378 498 138 532**	**2,5%**

Source : DGB

2.2.3. Des dépenses de biens et services

Au titre de l'exercice 2023, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées pour la somme globale de 189,148 milliards de francs CFA contre 217,160 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 12,9% et un taux de réalisation de 99,6% (Cf. Tableau n°37 ci-après).

Ces dépenses ont été payées pour la somme totale de 155,804 milliards de francs CFA contre 192,160 milliards de francs CFA en 2022, dégageant ainsi une accumulation brute de 34,0% des restes à payer, lesquels sont passés de 24,892 milliards de francs CFA en 2022 à 33,344 milliards de francs CFA en 2023.

Tableau n°37: Répartition effective des dépenses de biens et services par section (Paiements)

Section		Exercice 2023		Exercice 2023	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Paiements	Paiements	
21	Primature	6 555 158 977	6 002 582 945	6 143 344 079	-2,3%
22	Défense nationale	73 135 008 248	57 152 569 213	110 288 355 267	-48,2%
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	4 672 556 714	4 498 258 370	3 409 643 276	31,9%
26	Communication et des médias, porte-parole du gouvernement	1 301 442 969	1 210 746 565	944 654 358	28,2%
27	Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement	1 026 974 200	894 794 890	651 048 865	37,4%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	855 504 000	805 104 256	515 640 482	56,1%
32	Affaires sociales solidarités et action humanitaire	1 976 706 416	1 521 735 959	1 863 303 404	-18,3%
36	Plan, statistique et intégration régionale	1 543 382 329	1 252 541 176	947 594 985	32,2%
37	Commerce, approvisionnements et consommation	932 949 010	746 232 914	433 579 648	72,1%
38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	805 340 451	778 331 386	406 941 380	91,3%
41	Energie et de l'hydraulique	686 558 508	532 041 116	524 360 642	1,5%
42	Hydrocarbures	1 408 720 133	1 292 452 214	556 194 010	132,4%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	1 172 884 783	1 044 790 029	1 037 310 591	0,7%
45	Postes, télécommunications économie numérique	602 840 066	547 216 800	412 762 410	32,6%
46	Agriculture, élevage et pêche	1 598 138 403	1 374 000 937	1 392 925 047	-1,4%
47	Économie forestière	915 037 412	871 293 066	548 208 953	58,9%
55	Culture et arts		0	72 905 989	-100,0%
56	Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle	777 143 859	588 405 359	381 576 596	54,2%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	1 501 393 549	1 243 075 843	948 119 264	31,1%
58	Santé et population	7 649 476 861	5 439 884 366	5 875 308 065	-7,4%

61	Délégué auprès du Budget		0	249 649 950	-100,0%
63	Coopération internationale et promotion du partenariat public/privé	2 232 889 000	2 150 198 520	1 765 326 910	21,8%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique	1 875 000 000	1 644 415 345	0	-
65	Administration du territoire, décentralisation et développement local		0	1 248 525 127	-100,0%
66	Industrie minières et géologie	1 068 834 460	974 000 518	848 427 664	14,8%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 209 567 928	1 019 144 970	721 455 222	41,3%
68	Sécurité et ordre public		0	1 642 866 039	-100,0%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	9 143 995 163	3 892 991 067	4 742 832 134	-17,9%
70	Finances, budget et portefeuille public		0	124 626 259	-100,0%
71	Zones économiques spéciales et diversification économique	757 402 828	692 206 688	380 320 084	82,0%
72	Economie, plan et statistique		0	344 201 227	-100,0%
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	1 321 382 730	1 176 028 470	636 114 553	84,9%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	1 793 884 123	1 622 969 706	1 209 074 384	34,2%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	1 475 002 165	1 376 123 164	776 284 860	77,3%
76	Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique	1 941 669 908	1 532 745 207	1 419 081 250	8,0%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	9 173 420 041	7 663 037 228	7 529 435 779	1,8%
78	Enseignement technique et professionnel	2 836 200 368	2 329 199 780	2 329 036 367	0,0%
79	Tourisme et loisirs		0	107 819 290	-100,0%
80	Délégué auprès du premier ministre chargé de la réforme de l'état	871 687 958	804 709 042	689 856 000	16,6%
81	Budget comptes publics et portefeuille public	5 546 666 180	4 693 060 256	176 918 265	2552,7%
82	Économie et finance	12 513 870 902	10 260 450 355	50 312 502	20293,4%
83	Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs	1 512 786 505	1 322 582 140	801 111 500	65,1%
84	Intérieur, décentralisation et développement local	24 815 781 350	24 083 101 806	26 535 691 393	-9,2%
85	Délégué auprès de l'intérieur	300 000 000	294 527 290	190 974 500	54,2%
86	Économie fluviale et voies navigables	492 741 503	476 152 000	286 000 000	66,5%
Total Général		**190 000 000 000**	**155 803 700 956**	**192 159 718 570**	**-18,9%**

Source : DGB

2.2.4. Des dépenses de transfert

En 2023 les dépenses de transfert ont été ordonnancées pour la somme globale de 526,601 milliards de francs CFA contre 721,073 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 27,0% et un taux de réalisation de 24,3%. Elles ont été payées pour la somme globale de 477,724 milliards de francs CFA contre 671,549 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de

28,9%, induisant ainsi une augmentation brute des arriérés budgétaires de l'ordre de 48,877 milliards de francs CFA contre 49,524 milliards de francs CFA en 2022, d'où une baisse de 1,3% (Cf. Tableau n°38 ci-après).

N.B : En 2023 les transferts effectifs au secteur pétrolier s'élèvent à 127,5 milliards de francs CFA contre 311,355 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse significative de 59,0% (Cf. Tableau n°39 ci-dessous)

Tableau n°38: Répartition effective des dépenses de transfert par section

Section		Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
01	Présidence de la république	43 962 475 456	43 111 184 229	98,1%	39 028 251 926	10,5%
02	Assemblée nationale	19 617 050 000	19 616 960 000	100,0%	18 283 885 320	7,3%
03	Sénat	11 100 000 000	11 100 000 000	100,0%	9 969 768 740	11,3%
04	Cour suprême	900 000 000	870 750 000	96,8%	712 458 952	22,2%
05	Cour des comptes et de discipline budgétaire	1 460 000 000	1 460 000 000	100,0%	840 515 300	73,7%
06	Cour constitutionnelle	1 000 000 000	1 000 000 000	100,0%	663 564 711	50,7%
07	Haute cour de justice	110 000 000	110 000 000	100,0%	102 445 078	7,4%
08	Conseil économique, social et environnemental	1 185 000 000	1 178 087 000	99,4%	973 228 242	21,0%
09	Conseil supérieur magistrature	450 000 000	450 000 000	100,0%	386 497 340	16,4%
10	Médiateur de la République	350 000 000	315 000 000	90,0%	245 868 188	28,1%
11	Conseil supérieur de la liberté de communication	817 100 000	817 100 000	100,0%	546 777 322	49,4%
12	Commission nationale des droits de l'homme	1 600 000 000	1 455 188 933	90,9%	1 331 340 193	9,3%
13	Conseil national du dialogue	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%
14	Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%
15	Conseil consultatif des femmes	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%
16	Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%
17	Conseil consultatif de la jeunesse	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%
18	Conseil consultatif de la Société civile et des ONG	100 000 000	100 000 000	100,0%	79 162 106	26,3%

21	Primature	2 114 046 302	693 995 000	32,8%	707 693 394	-1,9%
22	Défense nationale	3 431 245 932	2 340 014 510	68,2%	2 439 411 542	-4,1%
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	697 000 000	550 000 000	78,9%	435 067 483	26,4%
26	Communication et des médias, porte-parole du gouvernement	2 293 205 914	1 686 678 319	73,6%	2 081 159 841	-19,0%
27	Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement	1 512 071 000	1 433 916 059	94,8%	1 118 577 362	28,2%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	7 982 307 534	7 875 965 548	98,7%	16 660 924 118	-52,7%
32	Affaires sociales solidarité et action humanitaire	14 021 196 864	10 025 947 264	71,5%	16 113 487 883	-37,8%
36	Plan, statistique et intégration régionale	2 040 582 388	1 428 729 048	70,0%	1 565 301 661	-8,7%
37	Commerce, approvisionnement et consommation	1 059 460 982	830 132 901	78,4%	726 798 521	14,2%
38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	1 496 718 070	1 274 326 038	85,1%	1 071 432 319	18,9%
41	Energie et de l'hydraulique	5 582 814 657	4 456 981 431	79,8%	4 649 785 209	-4,1%
42	Hydrocarbures	108 062 244 744	128 316 388 524	118,7%	292 174 256 646	-56,1%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	890 346 168	537 492 527	60,4%	498 669 113	7,8%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	1 098 330 000	542 837 000	49,4%	343 563 539	58,0%
46	Agriculture, élevage et pêche	3 794 644 144	2 881 006 500	75,9%	3 473 650 256	-17,1%
47	Économie forestière	1 147 078 451	900 114 879	78,5%	720 301 609	25,0%
56	Promotion de la femme intégration de la femme au développement et économie informelle	3 240 678 657	2 232 671 496	68,9%	1 877 536 232	18,9%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	2 246 606 674	1 360 035 879	60,5%	1 921 201 674	-29,2%
58	Santé et population	89 712 478 550	76 346 383 596	85,1%	64 944 362 996	17,6%
60	Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	4 450 000 000	89,0%	1 738 818 938	155,9%
62	Commission Nationale de transparence et de responsabilité dans la Gestion des Finances publiques	2 000 000 000	2 000 000 000	100,0%	535 508 363	273,5%
63	Coopération internationale et promotion partenariat public/privé	1 743 496 801	1 325 581 198	76,0%	1 065 195 983	24,4%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique	1 459 168 443	1 338 456 431	91,7%	300 521 705	345,4%
66	Industries minières et géologie	2 539 525 785	2 184 581 248	86,0%	1 922 190 003	13,7%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	1 248 071 256	723 568 592	58,0%	470 570 790	53,8%
68	Sécurité et ordre public		0		481 329 627	-100,0%
69	Affaires étrangères, francophonie et congolaise se l'étranger	2 003 758 800	16 159 034	0,8%	542 869 100	-97,0%
71	Zones économiques spéciales diversification économique	520 000 000	393 505 788	75,7%	211 204 121	86,3%

72	Economie, plan, statistique et intégration régionale		0		0	-
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	775 422 423	0	0,0%	199 985 831	-100,0%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	6 745 553 732	2 505 430 676	37,1%	4 586 357 629	-45,4%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	1 895 533 041	1 654 355 022	87,3%	1 119 261 568	47,8%
76	Enseignement supérieur recherche scientifique et innovation technologie	63 842 112 401	59 685 116 560	93,5%	57 980 145 757	2,9%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	24 903 784 536	17 974 079 082	72,2%	19 753 269 753	-9,0%
78	Enseignement technique et professionnel	18 973 178 336	12 231 352 380	64,5%	16 169 961 981	-24,4%
80	Délégué auprès du premier ministre charge de la réforme de l'État	90 000 000	69 950 000	77,7%	0	-
81	Budget comptes publics et portefeuille public	10 442 249 876	6 662 874 661	83,4%	6 432 702 857	3,6%
82	Économie et finances	11 903 575 926	10 176 458 467	85,5%	531 816 424	1813,5%
83	Industrie culturelle touristique artistique et loisirs	4 650 094 428	3 944 630 152	84,8%	653 011 364	504,1%
84	Intérieur décentralisation et développement local	45 689 791 729	22 590 453 818	49,4%	52 604 210 087	-57,1%
Total Général		**542 000 000 000**	**477 724 439 790**	**88,1%**	**671 548 869 921**	**-28,9%**

Source : DGB

Tableau n°39: Situation effective des transferts pétroliers

Rubriques	Exercice 2023		Exercice 2022		Var. (%)
	Réalisations	%	Réalisations	%	
Taxe maritime	1 600 000 000	1,3%	1 535 380 588	0,5%	4,2%
Yanga - Sendji	12 600 000 000	9,9%	10 113 844 627	3,2%	24,6%
Centrale Electrique du Congo (CEC)	75 300 000 000	59,0%	89 840 142 309	28,9%	-16,2%
Congolaise de Raffinerie (CORAF)	37 600 000 000	29,5%	154 386 077 942	49,6%	-75,6%
Autres	400 000 000	0,4%	55 479 570 024	17,8%	-99,1%
Total Général	**127 500 000 000**	**100,0%**	**311 355 015 490**	**100,0%**	**-59,0%**

Source : TOFE 2023/TOFE 2022

2.2.5. Des dépenses d'investissement

En 2023 les dépenses d'investissement ont été ordonnancées pour la somme globale de 298,318 milliards de francs CFA contre 316,457 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 5,7% et un taux de réalisation de 65,1%. Ces dépenses ont été payées pour un montant de 234,615 milliards de francs CFA contre 283,981 milliards de francs CFA en 2022, soit une légère baisse de 17,4%.

L'exécution des dépenses d'investissement en 2023 dégage ainsi des restes à payer pour un montant de 63,702 milliards de francs CFA contre 32,476 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 96,2%.

N.B : En 2023 les dépenses d'investissement ont été financées à 42,9% sur ressources internes contre 45,6% en 2022.

Les tableaux n°40 à 42 ci-après présentent l'analyse détaillée de l'exécution par section, par secteur et par source de financement des dépenses des d'investissement.

Tableau n°40: Répartition effective des dépenses d'investissement par section (Paiements)

Section		Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
Code	Intitulé	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
21	Primature	1 687 000 000	2 241 381 091	132,9%	303 713 103	638,0%
22	Défense nationale	15 410 000 000	5 390 037 911	35,0%	0	-
24	Justice, droits humains et promotion des peuples autochtones	3 450 000 000	11 972 200	0,3%	410 528 000	-97,1%
26	Communication et des médias, porte -parole du gouvernement	16 709 000 000	498 000 000	3,0%	1 721 893 114	-71,1%
27	Affaires foncières et du domaine public, charge des relations avec le parlement	5 371 000 000	7 675 747 295	142,9%	3 541 849 583	116,7%
30	Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	20 946 000 000	0	0,0%	2 100 000 000	-100,0%
32	Affaires sociales solidarité et action humanitaire	12 451 000 000	7 217 518 718	58,0%	6 963 046 585	3,7%
36	Plan, statistique et intégration régionale	17 618 000 000	7 879 479 695	44,7%	13 023 971 599	-39,5%
37	Commerce, approvisionnements et consommation	714 000 000	41 000 000	5,7%	393 345 800	-89,6%

38	Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	6 155 000 000	3 903 989 288	63,4%	1 350 404 976	189,1%
41	Energie et de l'hydraulique	24 141 000 000	3 688 744 353	15,3%	19 539 160 127	-81,1%
42	Hydrocarbures	3 037 000 000	7 227 400 000	238,0%	5 059 286 890	42,9%
44	Transports, aviation civile et marine marchande	28 000 000 000	2 751 593 070	9,8%	1 884 907 103	46,0%
45	Postes, télécommunications et économie numérique	13 330 000 000	35 124 241 650	263,5%	7 511 021 833	367,6%
46	Agriculture, élevage et pêche	26 076 000 000	11 660 979 629	44,7%	18 904 533 804	-38,3%
47	Économie forestière	9 296 000 000	9 658 727 540	103,9%	4 096 591 456	135,8%
55	Culture et arts				1 140 294 400	
56	Promotion de la femme intégration de la femme au développement et économie informelle	1 690 000 000	935 684 047	55,4%	1 088 095	85892,9%
57	Fonction publique, travail et sécurité sociale	1 660 000 000	0	0,0%	0	-
58	Santé et population	61 136 000 000	50 631 287 457	82,8%	70 141 551 661	-27,8%
63	Coopération internationale et promotion du partenariat public/prive	693 000 000	323 000 000	46,6%	1 406 583 658	-77,0%
64	Contrôle d'état, qualité du service public et lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique	522 000 000	117 640 000	22,5%	95 000 000	23,8%
0	Administration du territoire, décentralisation et développement locale				1 216 623 393	
66	Industries minières et géologie	752 000 000	65 000 000	8,6%	200 000 000	-67,5%
67	Aménagement du territoire, infrastructures et entretien routier	116 444 000 000	29 887 698 675	25,7%	55 024 610 648	-45,7%
68	Sécurité et ordre public				3 480 000 000	
69	Affaires étrangères, francophonie et congolais de l'étranger	2 533 000 000	1 733 920 810	68,5%	149 226 000	1061,9%
70	Finances, budget et portefeuille public				12 469 761 523	
71	Zones économiques spéciales et diversification économique	1 373 000 000	140 000 000	10,2%	361 000 000	-61,2%
72	Economie, Plan, Statistique et intégration régionale				15 882 845 900	
73	Environnement, développement durable et bassin du Congo	476 000 000	341 045 849	71,6%	162 011 720	110,5%
74	Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi	2 329 000 000	4 533 658 485	194,7%	956 345 733	374,1%
75	Développement industriel et promotion du secteur privé	2 346 000 000	4 051 861 533	172,7%	4 503 410 548	-10,0%
76	Enseignement supérieur recherche scientifique et innovation technologique	12 231 000 000	8 554 180 620	69,9%	5 308 699 200	61,1%
77	Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation	11 485 000 000	13 624 486 941	118,6%	12 639 515 922	7,8%
78	Enseignement technique et professionnel	8 476 000 000	3 919 900 696	46,2%	7 238 020 838	-45,8%

	Tourisme et loisirs				1 357 767 747	
80	Délégué auprès du PM charge de la réforme de l'Etat	432 000 000	100 000 000	23,1%		-
81	Budget comptes publics et portefeuille public	304 000 000	0	0,0%		-
82	Économie et finances	8 168 000 000	6 798 292 997	83,2%	3 033 367 208	124,1%
83	Industrie culturelle touristique artistique et loisirs	4 536 000 000	722 150 000	15,9%	0	-
84	Intérieur décentralisation et développement local	6 721 000 000	2 817 901 429	41,9%	409 041 544	588,9%
86	Économie fluviale et voies navigables	9 302 000 000	347 350 000	3,7%	0	-
Total Général		**458 000 000 000**	**234 615 871 979**	**51,2%**	**283 981 019 711**	**-17,4%**

Source : DGPD/DGT

Tableau n°41: Répartition effective des dépenses d'investissement par secteur (ordonnancements)

Secteur	Exercice 2023			Exercice 2022	Var (%)
	Prévisions	Ordonnancements	Taux	Ordonnancements	
Infrastructure de base	202 861 000 000	99 468 775 797	49,0%	95 545 619 853	4,1%
Secteurs sociaux	121 458 000 000	102 497 840 907	84,4%	111 283 840 672	-7,9%
Production et commerce	54 063 000 000	45 465 212 000	84,1%	38 683 547 369	17,5%
Gouvernance administrative et économique	31 461 000 000	30 172 440 641	95,9%	10 056 681 301	200,0%
Défense et sécurité	15 410 000 000	13 571 495 377	88,1%	53 492 400 928	-74,6%
Souveraineté	29 297 000 000	7 129 894 595	24,3%	6 982 476 558	2,1%
Gouvernance judiciaire	3 450 000 000	11 972 200	0,3%	411 972 200	-97,1%
Total Général	**458 000 000 000**	**298 317 631 517**	**65,1%**	**316 456 538 881**	**-5,7%**

Source : DGPD

Tableau n°42: Répartition effective des dépenses d'investissement par source de financement (paiements)

Ressources	Exercice 2023					Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Ordonnancements	Paiements		Restes à payer	Paiements	
			Montant	Taux			
Ressources internes (MLA)	198 000 000 000	164 235 757 578	100 533 998 040	50,8%	63 701 759 538	129 381 936 833	-22,3%
Ressources externes	260 000 000 000	134 081 873 939	134 081 873 939	51,6%	-	154 599 082 878	-13,3%
Emprunts	*186 000 000 000*	*60 757 000 000*	*60 757 000 000*	*32,7%*	-	*100 693 773 423*	*-39,7%*
Dons	*74 000 000 000*	*73 324 873 939*	*73 324 873 939*	*99,1%*	-	*53 905 309 455*	*36,0%*
Total Général	**458 000 000 000**	**298 317 631 517**	**234 616 745 918**	**51,2%**	**63 701 759 538**	**283 981 019 711**	**-17,4%**

Source : DGPD

2.2. Analyse de l'exécution des dépenses des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux du Trésor

2.3.1. Exécution des dépenses des Budgets Annexes

Les dépenses des Budgets Annexes ont été ordonnancées et payées pour un montant total de 6,341 milliards de francs CFA contre 1,964 milliards en 2022, soient une hausse significative de 222,9 % et un taux d'exécution de 81,3% (Cf. Tableau n°44 ci-après).

Tableau n°43: Situation effective des dépenses des Budgets Annexes

Budgets Annexes	Exercice 2023				Exercice 2022	Var. (%)
	Nature économique	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
1) Centre National d'inventaire et d'Aménagement des Ressources Forestières et Fauniques (CNIAF)	Divers transferts versés au CNIAF	450 000 000	406 618 909	90,4%	129 959 089	212,9%
2) Service National de Reboisement (SNR)	Divers transferts versés au SNR	2 067 000 000	2 022 253 691	97,8%	596 945 416	238,8%
3) Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT)	Divers transferts versés à la DGGT	1 455 000 000	1 450 000 000	99,7%	420 201 055	245,1%

4) Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)	Divers transferts versés à la DGCMP	467 000 000	450 437 880	96,5%	134 868 655	234,0%
5) Direction Générale de la Marine Marchande (DIGEMAR)	Divers transferts versés à la DIGEMAR	1 861 000 000	520 000 000 (*)	27,9%	681 852 021	-23,7%
6) Département des Migrations et du Contrôle des Etrangers (DMCE)	Divers transferts versés au DMCE	1 500 000 000	1 491 985 000	99,5%	0	-
Total Général		**7 800 000 000**	**6 341 295 480**	**81,3%**	**1 963 826 236**	**222,9%**

Source : DGB

N.B : Les recettes affectées à la DIGEMAR n'étant pas reversées au Trésor public, les dépenses imputées pour elle dans le tableau ci-dessus ne concernent que la subvention du budget général. En effet, en 2023 les dépenses de la DIGEMAR ont été exécutées (hors circuit Budget-Trésor) pour un total de 2.571.614.201 francs CFA.

2.3.2. Exécution des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor ont été ordonnancées et payées pour un montant total de 80,708 milliards de francs CFA contre 79,106 milliards en 2022, soient une légère hausse de 2,0% et un taux d'exécution de 81,9% (Cf. Tableau n°45 ci-après).

Tableau n°44: Situation détaillée d'exécution des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Comptes Spéciaux du Trésor	Exercice 2023				Exercice 2022	Var. (%)
	Nature économique	Prévisions	Paiements	Taux	Paiements	
1) Contribution de solidarité sur les billets d'avion en Vols internationaux(a)	Transfert de la quote-part de la contribution sur les titres de voyage en vols internationaux	150 000 000	0	0,0%	0	-
2) Fonds Forestier	Divers transferts aux versés Fonds Forestier	3 000 000 000	2 953 243 158	98,4%	3 000 000 000	-1,6%
3) Fonds de la Protection de l'Environnement (FPE) (b)	Divers transferts versés au FPE	250 000 000	0	0,0%	0	-
4) Fonds d'Aménagement Halieutique (FAH)	Divers transferts versés au FAH	155 000 000	118 048 668	76,2%	44 155 201	167,3%

5) Contribution au Régime d'Assurance Maladie Universelle (c)	Divers transferts versés à la CAMU	22 157 816 591	0	0,0%	3 959 684 072	-100,0%
6) Fonds National pour le Développement des Activités Physiques et Sportives	Divers transferts versés au FNDAPS	700 000 000	340 400 000	48,6%	232 000 000	46,7%
7) Caisses de Retraite	Divers transferts versés aux Caisses de retraite	56 850 183 409	56 723 499 869	99,8%	58 116 882 231	-2,4%
8) Fonds pour le Développement des Collectivités locales (FDCL)	Divers transferts versés au FDCL	1 300 000 000	925 000 000	71,2%	1 800 000 000	-48,6%
9) Fonds pour l'Accès et le Service Universel des Communications Electroniques (FASUCE) (d)	Divers transferts versés au FASUCE	1 000 000 000	0	0,0%	0	-
10) Fonds pour le Coronavirus, COVID-19	Divers transferts versés au Fonds pour la lutte contre de Coronavirus COVID-19	4 000 000 000	4 145 528 971	103,6%	2 740 670 926	51,3%
11) Fonds pour la Redevance Audiovisuelle (FRAV) (e)	Transfert de la quote-part de la RAV	150 000 000	0	0,0%	0	-
12) Fonds National pour Vaccination contre le COVID-19	Divers transferts versés au Fonds pour la vaccination contre le Coronavirus COVID-19	2 000 000 000	1 274 996 250	63,7%	4 985 441 940	-74,4%
13) Fonds pour le Développement touristique (FDT) (f)	Divers transferts versés au FDT	400 000 000	0	0,0%	0	-
14) Fonds Routier	Divers transferts versés au Fonds routier	2 285 000 000	387 045 375	16,9%	4 227 268 869	-90,8%
15) Fonds pour la Résilience	Divers transferts versés au Fonds pour la résilience	3 193 000 000	13 840 504 426	433,5%	0	-
16) Fonds National de l'Habitat (FNH) (g)	Divers transferts versés au FNH	1 000 000 000	0	0,0%		-
Total Général		**98 591 000 000**	**80 708 266 717**	**81,9%**	**79 106 103 239**	**2,0%**

Source : DGB

N.B : L'exécution des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor requiert des commentaires ci-après :

(a) Contribution de solidarité sur les billets d'avion en Vols internationaux :

La base de calcul de la recette affectée à ce Compte spécial du trésor a été réalisée au montant de 628.686.100 francs CFA. Cependant, l'affectation comptable n'ayant pas été faite, aucune déclaration de recette n'a été émise. D'où la non-exécution des dépenses.

(b) Fonds de la protection de l'environnement :

Les recettes déclarées par la Direction Générale de l'Environnement, gestionnaire du Fonds, s'élèvent à 385.532.598 francs CFA. Ces recettes certes encaissées par un régisseur du Trésor, ne sont pas reversées au Trésor public. D'où la non-comptabilisation des dépenses.

(c) Contribution au Régime d'Assurance Maladie Universelle :

La contribution de solidarité pour l'assurance maladie universelle a été collectée pour un total de 2.042.435.056 francs CFA. L'affectation comptable n'ayant pas eu lieu, aucune déclaration de recette n'a été émise. D'où la non-comptabilisation des dépenses.

(d) Fonds pour l'Accès et le Service Universel des Communications Electroniques :

Les recettes déclarées par l'Agence de Régulation des Postes et Communications Electroniques (ARPCE), Secrétaire exécutif du Fonds, s'établissent à la somme globale de 1.936.131.588 francs CFA. Cette somme n'ayant pas été pas reversée au Trésor public, aucune dépense n'a été comptabilisée.

(e) Fonds de la Redevance Audiovisuelle :

La base de calcul de la recette affectée à ce Compte spécial du trésor a été réalisée pour la somme de 1.379.532.794 francs CFA. Cependant, l'affectation comptable n'ayant pas été faite, aucune déclaration de recette n'a été émise. D'où la non-exécution des dépenses.

(f) Fonds de développement touristique :

Les recettes déclarées par Direction Générale du Tourisme et de l'Hôtellerie, gestionnaire du Fonds, se chiffrent à la somme de 945.932.205 francs CFA. Cette sonne n'ayant pas été reversée au Trésor public, aucune dépense n'a été comptabilisé.

(g) Fonds National de l'Habitat :

La mise en œuvre de ce Compte d'affectation spécial était subordonnée par la publication d'un décret précisant ses modalités pratiques de fonctionnement. En l'absence de ce décret, aucun mouvement de recette et de dépense n'a été observé.

III. DES SOLDES BUDGETAIRES EFFECTIFS AU TITRE DE L'EXERCICE 2023

Conformément à l'article 54 de la Loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux Lois de finances, trois soldes budgétaires suivants sont significatifs pour évaluer la performance de l'exécution budgétaire, à savoir :

- le solde budgétaire global correspondant à la différence entre les recettes et les dépenses ;
- le besoin ou la capacité de financement de l'Etat au sens des normes internationales en matière de statistiques des finances publiques ;
- le solde budgétaire de base tel que défini dans le cadre des traités et conventions régissant la CEMAC.

Ces trois soldes sont complétés par le solde primaire hors pétrole en vue d'évaluer la performance de la politique budgétaire en isolant celle-ci des effets induits de la volatilité des cours internationaux du pétrole et du dollar.

Découlant de la comptabilité budgétaire, ces soldes sont calculés sur une base caisse, conformément à l'article 73 alinéa 3 du Décret N°2018-67 du 1er mars 2018 portant Règlement général de la comptabilité publique.

Ainsi, l'exécution de la politique budgétaire en 2023 a permis d'établir les soldes budgétaires suivants (Cf. Tableau N°46 ci-après) :

- le solde budgétaire global effectif s'établit à 664,668 milliards de francs CFA contre 896,267 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 25,8% ;
- la capacité de financement tirée des opérations au-dessus de la ligne est de 664,706 milliards de francs CFA contre 896,292 milliards de francs CFA en 2022, soit une chute de 25,8% ;
- le solde budgétaire de base a baissé de 27,1%, passant de 996,961 milliards de francs CFA au 31 décembre 2022 à 726,544 milliards de francs CFA à fin 2023.

- le déficit primaire hors pétrole se chiffre à 347,978 milliards au 31 décembre 2023 contre 565,742 milliards de francs CFA à la même période de l'année précédente, soit une amélioration 38,5%.

Tableau n°45: Analyse des soldes budgétaires significatifs (base caisse)

Rubriques	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Encaissements / Décaissements	Taux	Encaissements / Décaissements	
Recettes budgétaires (1)	2 333 008 000 000	2 332 681 072 536	100,0%	2 816 562 299 783	-17,2%
Dépenses budgétaires hors investissement (2)	1 539 391 000 000	1 433 397 554 689	93,1%	1 636 314 093 277	-12,4%
Dépenses courantes du Budget Général	*1 433 000 000 000*	*1 346 347 992 492*	94,0%	*1 555 244 163 803*	-13,4%
Dépenses des Budgets Annexes	*7 800 000 000*	*6 341 295 480*	81,3%	*1 963 826 235*	222,9%
Dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	*98 591 000 000*	*80 708 266 717*	81,9%	*79 106 103 239*	2,0%
Consommation de capital fixe (N/A) (3)	0	-	-	-	-
Solde net de gestion (4) = (1-2-3)	**793 617 000 000**	**899 283 517 847**	**113,3%**	**1 180 248 206 506**	**-23,8%**
Acquisition d'actifs non financiers (5)	458 000 000 000	234 615 871 979	51,2%	283 981 019 711	-17,4%
Cession d'actif non financiers (6)	28 189 627	38 274 497	135,8%	25 099 995	52,5%
Acquisition nette d'actifs non financiers (7) = (5-6)	**457 971 810 373**	**234 577 597 482**	**51,2%**	**283 955 919 716**	**-17,4%**
Solde budgétaire global (8) = (1-2-5)	**335 617 000 000**	**664 667 645 868**	**198,0%**	**896 267 186 795**	**-25,8%**
Capacité/ Besoin de financement (9) = (I-II)	**335 645 189 627**	**664 705 920 365**	**198,0%**	**896 292 286 790**	**-25,8%**
Dons, legs et fonds de concours (10)	74 000 000 000	73 324 000 000	99,1%	53 905 309 455	36,0%
Investissements sur financement extérieur (11)	260 000 000 000	135 200 000 000	52,0%	154 599 082 878	-12,5%
Solde budgétaire de base (12) = (1-10) - (2+5-11)	**521 617 000 000**	**726 543 645 868**	**139,3%**	**996 960 960 218**	**-27,1%**
Recettes pétrolières (13)	1 321 000 000 000	1 518 744 319 324	115,0%	1 976 417 059 119	-23,2%
Charges financières de la dette (14)	225 000 000 000	271 483 203 188	120,7%	230 426 711 116	17,8%
Solde primaire hors pétrole (10) = (1-13) - (2-14)	**-302 383 000 000**	**-347 977 598 289**	**115,1%**	**-565 742 141 497**	**-38,5%**

Source : DGCPP

IV. ANALYSE DE L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

4.1. Des ressources effectives de trésorerie et de financement

Au terme de la gestion financière 2023, les ressources de trésorerie et de financement ont été réalisées pour une somme globale de 1.345,411 milliards de francs CFA contre 1.357,177 milliards de francs CFA en 2022, soient une infime baisse de 0,9% et un taux de réalisation de 260,2% (Cf. Tableau N°47 ci-dessous).

Elles comprennent :

- les produits d'emprunts à moyen et long terme : 135,176 milliards de francs CFA contre 153,4 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 11,9% et un taux de réalisation de 72,7% ;
- les Tirages auprès du FMI en lien avec le Programme pour la facilité élargie du crédit et les droits de tirages spéciaux : 99,7 milliards de francs CFA contre 270,1 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 63,1% ;
- les produits d'émission des bons et obligations du trésor assimilables : 121,5 milliards de francs CFA contre 140,9 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 13,8% et un taux de réalisation de 36,7% ;
- les autres ressources de trésorerie : 989,036 milliards de francs CFA contre 685,777 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 44,2%.

4.2. Des charges effectives de trésorerie et de financement

Au terme de l'exercice 2023, les charges de trésorerie et de financement ont été réalisées pour un montant total de 1.958,479 milliards de francs CFA contre 2.247,144 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 12,8% et un taux de réalisation de 181,3% (Cf. Tableau N°47 ci-dessous). Elles comprennent :

- les remboursements d'emprunts extérieurs : 1.283,4 milliards de francs CFA contre 1.493,1 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 14,0% et un taux de réalisation de 226,3% ;

- les remboursements des dettes sociales : 377,5 milliards de francs CFA contre 325,5 milliards de francs CFA en 2022, soient une augmentation de 16,6% et un taux de réalisation de 403,2%,

  dont :

  - *le paiement des pensions de retraite : 86,2 milliards de francs CFA contre 96 milliards de francs en 2022, en baisse de 10,2% et un taux de réalisation de 93,7%.*
  - *le paiement de la dette titrisée de la CNSS : 269,2 milliards de francs CFA contre 200,9 milliards de francs CFA en 2022, soit une augmentation de 34,0% ;*
  - *le paiement au titre de la situation dite « du 4 mars » : 2,5 milliards de francs CFA contre 4 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 37,5% et un taux de réalisation de 31,3%.*
  - *le paiement des autres dettes sociales : 19,6 milliards de francs CFA contre 24,6 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 20,3% ;*

- le remboursement de la dette commerciale (intérieure) : 74,7 milliards de francs CFA contre 109,7 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse de 31,9% ;
- les autres charges de trésorerie : 262,579 milliards de francs CFA contre 318,844 milliards de francs CFA en 2022, soient une baisse de 17,6% et un taux d'exécution de 63,7%.

4.1. Du solde effectif des opérations de trésorerie et de financement

Au terme de l'exercice budgétaire 2023, l'exécution des opérations de trésorerie et de financement dégage un solde déficitaire de 613,068 milliards de francs CFA contre 889,967 milliards de francs CFA en 2022, soit une baisse 31,1% et un taux de réalisation de 108,9% (Cf. Tableau N°47 ci-dessous).

Tableau n°46: Analyse de l'exécution des opérations de trésorerie et de financement

Nature économique	Exercice 2023			Exercice 2022	Var. (%)
	Prévisions	Réalisations	Taux	Réalisations	
I-Ressources de trésorerie et de financement	**517 000 000 000**	**1 345 411 537 025**	**260,2%**	**1 357 177 457 091**	**-0,9%**
1.1. Produits des emprunts à court, moyen et long terme	186 000 000 000	135 176 000 000	72,7%	260 400 000 000	-48,1%
Emprunts projets (ressources affectées)	*186 000 000 000*	*61 876 000 000*	33,3%	*100 700 000 000*	-38,6%
Appuis budgétaires		*73 300 000 000*	-	*159 700 000 000*	-54,1%
1.2. Tirages FMI	0	99 700 000 000	-	270 100 000 000	-63,1%
dont : tirages nets PRCP - FEC		*99 700 000 000*		*106 900 000 000*	-6,7%
1.3. Emissions des bons et obligations du trésor	331 000 000 000	121 500 000 000	36,7%	140 900 000 000	-13,8%
1.4. Autres ressources de trésorerie	0	989 035 537 025	-	685 777 457 091	44,2%
Recettes anticipées		*21 700 000 000,0*	-	*0*	-
Recouvrements des Prêts et avances accordés		-	-	*1 800 000 000*	-100,0%
Produits des émissions de titres publics non-résidents		*784 100 000 000*	-	*509 500 000 000*	53,9%
Autres ressources non ventilées	*0*	*183 235 537 025*	-	*174 477 457 091*	5,0%
II-Charges de trésorerie et de financement	**1 080 000 000 000**	**1 958 479 182 893**	**181,3%**	**2 247 144 643 886**	**-12,8%**
2.1. Remboursement d'emprunts extérieurs	567 000 000 000	1 243 700 000 000	219,3%	1 493 100 000 000	-16,7%
Amortissements dus (principal)	567 000 000 000	803 900 000 000	141,8%	1 106 500 000 000	*-27,3%*
dont : EximBank		*197 200 000 000*	-	*223 200 000 000*	*-11,6%*
Autres Remboursements extérieurs	*0*	*439 800 000 000*	-	*386 600 000 000*	*13,8%*
dont : Remboursements des titres publics souscrits non-résidents		*435 200 000 000*	-	*370 600 000 000*	*17,4%*
2.2. Dettes sociales	101 000 000 000	377 500 000 000	373,8%	325 500 000 000	16,0%
Pensions de retraite	*92 000 000 000*	*86 200 000 000*	*93,7%*	*96 000 000 000*	*-10,2%*
Titrisation CNSS		*269 200 000 000*	-	*200 900 000 000*	*34,0%*
Sinistre du 4 mars	*8 000 000 000*	*2 500 000 000*	*31,3%*	*4 000 000 000*	*-37,5%*
Autres dettes sociales	*1 000 000 000*	*19 600 000 000*	*1960,0%*	*24 600 000 000*	*-20,3%*
2.3. Dette commerciale		74 700 000 000	-	109 700 000 000	-31,9%
2.4. Autres charges de trésorerie	412 000 000 000	262 579 182 893	63,7%	318 844 643 886	-17,6%
dont : Provisions, réserves potentielles et divers	*412 000 000 000*	*53 300 000 000*	*12,9%*	*43 000 000 000*	*24,0%*
III-Solde de trésorerie et de financement	**-563 000 000 000**	**-613 067 645 868**	**108,9%**	**-889 967 186 795**	**-31,1%**

Source : DEP/DGT/CCA

V. ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER GÉNÉRAL

Au terme de l'exercice 2023, l'excédent global de financement se chiffre à 51,6 milliards de francs CFA contre 6,3 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 719,0% (Cf. Tableau n°48 ci-après).

Tableau n°47: Equilibre financier de l'Etat au 31 décembre 2023

Nature économique	Exercice 2023			Ex. 202	Var. (%)
	Prévisions	Encaissements / Décaissements	Taux	Encaissements / Décaissements	
Opérations budgétaires					
Recettes budgétaires (1)	*2 333 008 000 000*	*2 332 681 072 536*	*100,0%*	*2 816 562 299 783*	*-17,2%*
Dépenses budgétaires (2)	*1 997 391 000 000*	*1 668 013 426 668*	*83,5%*	*1 920 295 112 988*	*-13,1%*
Solde budgétaire Global (3) = (1-2)	***335 617 000 000***	***664 667 645 868***	***198,0%***	***896 267 186 795***	***-25,8%***
Opérations de trésorerie et de financement					
Ressources de trésorerie et de financement (4)	*517 000 000 000*	*1 345 411 537 025*	*260,2%*	*1 357 177 457 091*	*-0,9%*
Charges de trésorerie et de financement (5)	*1 080 000 000 000*	1 958 479 182 893	*181,3%*	*2 247 144 643 886*	*-12,8%*
Solde de trésorerie et de financement (6) = (4-5)	***-563 000 000 000***	***-613 067 645 868***	***108,9%***	***-889 967 186 795***	***-31,1%***
Ecart global de financement	**-227 383 000 000**	**51 600 000 000**	**-22,7%**	**6 300 000 000**	**719,0%**

Source : DGCPP

DEUXIEME PARTIE : EXPOSÉ DES MOTIFS PAR ARTICLE DE LA LOI

ARTICLE PREMIER	:	CONSTATATION DES MOUVEMENTS RÉELS DES RESSOURCES ET DES CHARGES
ARTICLE DEUXIÈME	:	ARRETE ET APPROBATION DES RESULTATS DE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET DE LA COMPTABILITE GENERALE, ET DECHARGE DU GOUVERNEMENT
ARTICLE TROISIÈME	:	AFFECTATION DES RÉSULTATS DE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET DE LA COMPTABILITE GENERALE
ARTICLE QUATRIÈME	:	REGULARISATION DES MOUVEMENTS DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
ARTICLE CINQUIÈME	:	FIXATION DE L'ÉTENDUE DU PREMIER BILAN D'OUVERTURE DE L'ÉTAT

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE PREMIER :

L'article premier de la présente loi de règlement a pour objet la constatation des résultats de l'exécution des opérations de loi de finances rectificative pour l'année 2023 portée par la loi N°38-2023 du 21 décembre 2023. Ces opérations concernent d'une part, les recettes et les dépenses budgétaires (Cf. articles septième (nouveau), treizième (nouveau), quatorzième (nouveau) et quinzième (nouveau) de la loi précitée) et, d'autre part, les ressources et les charges de trésorerie et de financement (Cf. articles vingt-quatrième (nouveau) et vingt-cinquième (nouveau) de la loi précitée).

En effet, l'article 60, alinéa 1 de la loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances, dispose : « la loi de règlement constate l'exécution de la loi de finances ».

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE DEUXIÈME :

L'article deuxième de la présente loi de règlement a pour objet l'arrêté et l'approbation des résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale, et la décharge du Gouvernement sur les actes ayant trait à la gestion financière 2023. En effet, conformément à l'article 60, alinéa 2 de la loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances, la loi de règlement arrête les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale et donne quitus au Gouvernement.

Au sens de l'article 73 du Décret N°2018-67 du 1er mars 2018 portant Règlement général de la comptabilité publique, le résultat budgétaire correspond à la différence entre les recettes encaissées et les dépenses décaissées sur le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux du trésor de l'année considérée. Le résultat comptable par contre, correspond à la différence entre le total des produits et le total des charges de l'exercice considéré, conformément à l'article 36 alinéa 5 du Décret N°2018-68 du 1er mars 2018 portant Plan comptable de l'Etat.

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE TROISIÈME :

L'article troisième de la présente loi de règlement a pour objet l'affectation des résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale pour l'année 2023, conformément à l'article 60, alinéa 4 de la loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances.

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE QUATRIÈME :

L'article quatrième de la présente loi de règlement a pour objet la ratification des modifications des autorisations des recettes et des dépenses, postérieurement à la loi de finances rectificative pour l'année 2023, conformément à l'article 60, alinéa 4 de la Loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances qui dispose : « la loi de règlement procède à la modification des crédits lorsqu'il s'avère nécessaire. A ce titre, elle [...] régularise les dépassements des crédits évaluatifs constatés et procède à l'annulation des crédits non consommés [...] ».

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ARTICLE CINQUIEME :

L'article cinquième de la présente loi de règlement a pour objet la fixation de l'entendue du premier bilan d'ouverture de l'Etat en vue du passage à la comptabilité dite « des droits constatés », conformément à l'article 60 du Décret N°2018-68 du 1er mars 2018 portant Plan comptable de l'Etat. En effet, aux termes de l'article 60, alinéa 5 de la loi organique N°36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances, la loi de règlement peut comporter toutes dispositions relatives [...] à la comptabilité de l'Etat.

TROISIEME PARTIE : LE PROJET DE LOI DE REGLEMENT PROPREMENT DIT

Le présent projet de loi est présenté au Parlement pour le compte du Premier ministre, Chef du Gouvernement, par le Ministre du Budget, des comptes publics et du portefeuille public qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PARLEMENT

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès

Loi N° _____ du _____

Portant Loi de règlement du budget de l'État, exercice 2023

L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE SÉNAT ONT DÉLIBÉRÉ ET ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A PROMULGUÉ LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier : La présente loi règle définitivement l'exécution des opérations budgétaires, de trésorerie et de financement de l'Etat, pour l'année 2023.

I°) De l'exécution des opérations budgétaires :

1.1°) Des recettes budgétaires effectives :

Au terme de l'année 2023, le montant définitif des recettes encaissées est arrêté à la somme globale de ***deux mille trois cent trente-deux milliards six cent quatre-vingt-un millions soixante-douze mille cinq cent trente-six (2.332.681.072.536) francs CFA*** répartie ainsi qu'il suit :

A) Recettes internes hors pétrole :

- Prévision : 940.008.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 930.491.268.769 FCFA ;
- Taux d'exécution : 99,0%.

B) Recettes pétrolières :

- Prévision : 1.319.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 1.328.864.929.828 FCFA ;
- Taux d'exécution : 100,7%.

C) Recettes externes (dons reçus) :

- Prévision : 74.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 74.324.873.939 FCFA ;
- Taux d'exécution : 99,1%.

La répartition par titre de l'exécution des recettes budgétaires fait l'objet des tableaux A, B, C, D et E de l'Annexe N°6.1 de la présente loi de règlement.

1.2°) Des dépenses budgétaires effectives :

Au terme de l'année 2023, le montant définitif des dépenses décaissées est arrêté à la somme de ***mille six cent soixante-huit milliards treize millions quatre cent vingt-six mille six cent soixante-huit (1.668.013.426.668) francs CFA*** répartie ainsi qu'il suit :

A) Charges financières de la dette :

- Prévision : 225.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 271.483.203.188 FCFA ;
- Taux d'exécution : 120,7%.

B) Dépenses courantes, hors charges financières de la dette, budgets annexes et comptes spéciaux du trésor :

- Prévision : 1.208.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 1.176.606.797.558 FCFA ;
- Taux d'exécution : 97,4%.

C) Dépenses d'investissement :

- Prévision : 458.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 234.615.871.979 FCFA ;
- Taux d'exécution : 51,2%.

D) Dépenses des Budgets Annexes :

- Prévision : 7.800.000.000FCFA ;
- Réalisation : 6.341.295.480 FCFA ;
- Taux d'exécution : 83,1%.

E) Dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor :

- Prévision : 98.591.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 80.708.266.717 FCFA ;
- Taux d'exécution : 81,9%.

La répartition par titre de l'exécution des recettes budgétaires fait l'objet des tableaux F, G, H, I, J, K, L et M de l'Annexe N°6.1 de la présente loi de règlement.

1.3°) Du solde global effectif des opérations budgétaires (base caisse) :

Au titre de l'exercice 2023, le solde budgétaire global est arrêté à la somme de ***six cent soixante-quatre milliards six cent soixante-sept millions six cent quarante-cinq mille huit cent soixante-huit*** **(664.667.645.868) francs CFA.**

	Prévision	Réalisation	Taux
Recettes encaissées (+)	2.333.008.000.000	2.332.681.072.536	100,0%
Dépenses décaissées (-)	1.997.390.000.000	1.668.013.426.668	83,5%
= Solde budgétaire global :	**335.617.000.000**	**664.667.645.868**	**198,0%**

II°) De l'exécution des opérations de trésorerie et de financement :

2.1°) Des ressources effectives de trésorerie et de financement :

Au terme de l'exercice 2023, le montant définitif des ressources de trésorerie et de financement est arrêté à la somme globale de ***mille trois cent quarante-cinq milliards quatre cent onze millions cinq cent trente-sept mille vingt-cinq (1.345.411.537.025) francs CFA*** répartie ainsi qu'il suit :

A) Produit d'emprunts à moyen et long terme :

- Prévision : 186.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 135.176.000.000 FCFA ;
- Taux d'exécution : 72,7%.

B) Produit d'émissions des bons et obligations du trésor assimilables :

- Prévision : 331.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 121.500.000.000 FCFA ;
- Taux d'exécution : 36,7%.

C) Autres ressources de trésorerie et de financement :

- Prévision : 0 FCFA ;
- Réalisation : 1.088.735.537.025 FCFA.

2.2°) Des charges effectives de trésorerie et de financement :

Au terme de l'exercice 2023, le montant définitif des charges de trésorerie et de financement est arrêté à la somme globale de ***mille neuf cent cinquante-huit milliards quatre cent soixante-dix-neuf millions cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-treize (1.958.479.182.893) francs CFA*** repartie ainsi qu'il suit :

A) Remboursement d'emprunts extérieurs :

- Prévision : 567.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 1.243.700.000.000 FCFA ;
- Taux d'exécution : 219,3%.

B) Remboursement de la dette intérieure sociale :

- Prévision : 101.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 377.500.000.000 FCFA ;
- Taux d'exécution : 373,8%.

C) Remboursement de la dette intérieure commerciale :

- Prévision : 0 FCFA ;
- Réalisation : 74.700.000.000 FCFA.

D) Autres charges de trésorerie et de financement :

- Prévision : 412.000.000.000 FCFA ;
- Réalisation : 262.579.182.893 FCFA ;
- Taux d'exécution : 63,7%.

2.3°) Du solde effectif des opérations de trésorerie et de financement :

Le déficit de trésorerie et de financement au titre de l'exercice 2023 est arrêté à la somme de ***six cent treize milliards soixante-sept millions six cent quarante-cinq mille huit cent soixante-huit*** **(664.667.645.868) francs CFA.**

	Prévision	Réalisation	Taux
Ressources de trésorerie et de financement.....	517.000.000.000	1.345.411.537.025	260,2%
Charges de trésorerie et de financement.....	1.080.000.000.000	1.958.479.182.893	181,3%.
= Solde effectif de trésorerie et de financement.....	**-563.000.000.000**	**-613.067.645.868**	**108,9%**

III°) De l'écart global effectif de financement

Au terme de l'année 2023, il se dégage un excédent global de financement de ***cinquante-un milliards six cent millions (51.600.000.000) francs CFA.***

	Prévision	Réalisation	Taux
Solde budgétaire global	335.617.000.000	664.667.645.868	198,0%
Solde de trésorerie et de financement	-563.000.000.000	-613.067.645.868	108,9%
Ecart global de financement	**-227.383.000.000**	**51.600.000.000**	**-22,7%**

Article deuxième : Les résultats de la comptabilité de l'Etat au titre de l'exercice 2023 sont arrêtés et approuvés ainsi qu'il suit.

Le résultat de la comptabilité budgétaire correspondant à la différence entre les recettes encaissées et les dépenses décaissées est arrêté et approuvé à la somme de ***six cent soixante-quatre milliards six cent soixante-sept millions six cent quarante-cinq mille huit cent soixante-huit*** **(664.667.645.868) francs CFA.**

Le détail du résultat de la comptabilité budgétaire fait l'objet du Tableau N de l'Annexe N°6.1 de la présente loi de règlement.

Le résultat de la comptabilité générale correspondant à la différence entre les produits et les charges est arrêté et approuvé à la somme globale de ***mille cinquante-huit milliards quatre cent soixante-quatorze millions quatre cent trente-cinq mille six cent quatre-vingt-dix (1.058.474.435.690) francs CFA.***

Le détail du résultat de la comptabilité générale fait l'objet du Tableau Q de l'Annexe 6.2 de la présente loi de règlement.

Les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale étant approuvés comme établis ci-dessus, quitus est donné au Gouvernement sur la gestion financière de l'Etat au titre de l'année 2023.

Article troisième : Les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité général établis à l'article deuxième de la présente loi de règlement sont affectés ainsi qu'il suit :

- le résultat budgétaire est affecté aux moyens librement affectables de l'Etat, en vue de la réduction du déficit sur opérations de trésorerie au titre de l'exercice 2024 ;
- le résultat comptable est entièrement affecté au compte « Report à nouveau du Budget Général », ouvert dans le grand livre des comptes de la comptabilité générale de l'Etat.

Article quatrième : Les crédits budgétaires autorisés par la Loi N°38-2023 du 21 décembre 2023 portant loi de finances rectificative pour l'année 2023 ont fait l'objet d'ajustement ainsi qu'il est indiqué ci-dessous.

I°) Ajustement des autorisations de recettes :

Les autorisations de recettes ouvertes par la loi de finances rectificative pour l'année 2023 citée ci-dessus, sont réajustées dans la présente loi de règlement par déduction et réintégration du montant de ***trente milliards cinq cent soixante-douze millions six cent mille trente Six (30.572.600.036) francs CFA***, entre les titres 1-Recettes fiscales et 4-Autres Recettes, sans modification de la somme prévisionnelle totale de l'année, tel que présenté dans le tableau ci-après.

Tableau d'ajustement des prévisions des recettes budgétaires, exercice 2023

Nature économique	Loi de finances rectificative 2023	Ajustement		Ratification de la Loi de Règlement 2023
		Ouvertures (+)	Annulations (-)	
Titre 1 - recettes fiscales	**798.000.000.000**		**30 572 600 036**	**767.427.399.964**
Impôts et taxes intérieurs	632.000.000.000		30 572 600 036	601.427.399.964
Droits et taxes de douane	166.000.000.000			166.000.000.000
Titre 2 - Dons, legs et fonds de concours	**74.000.000.000**			**74.000.000.000**
Titre 3 - Cotisations sociales	**79.008.000.000**			**79.008.000.000**
Titre 4 - Autres recettes	**1.382.000.000.000**	**30.572.600.036**		**1.412.572.600.036**
Recettes pétrolières	1.321.000.000.000			1.321.000.000.000
Recettes forestières	10.000.000.000			10.000.000.000
Recettes minières	500.000.000			500.000.000
Autres recettes domaniales		30.572.600.036		30.572.600.036
Redevance du domaine des télécommunications		*17.340.136.872*		*17.340.136.872*
Redevance sur les transactions électroniques		*6.784.777.318*		*6.784.777.318*
Autres recettes domaniales non ventilées		*6.447.685.846*		*6.447.685.846*
Recettes de Portefeuille	**23.700.000.000**			**23.700.000.000**
Amendes et condamnations pécuniaires	**4.000.000.000**			**4.000.000.000**
Droits et frais administratifs	**22.800.000.000**			**22.800.000.000**
Total Général	**2.333.008.000.000**	**30.572.600.036**	**30.572.600.036**	**2.333.008.000.000**

II°) Ajustement des autorisation des dépenses :

Les autorisations des dépenses ouvertes par la loi de finances rectificative pour l'année 2023 sont réajustées dans la présente loi de règlement, par ouverture de lignes supplémentaires ou annulation de lignes non consommées, respectivement dans le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux du trésor, tel que synthétisé dans le tableau ci-après.

Tableau d'ajustement des prévisions des dépenses budgétaires, exercice 2023

Nature économique	Prévisions de la Loi de finances rectificative 2023	Ajustement		Ratification de la Loi de Règlement 2023
		Ouverture (+)	Annulation (-)	
Budget Général	**1.891.000.000.000**		**144.700.598.504**	**1.746.299.401.496**
Dépenses de fonctionnement	1.433.000.000.000	14.981.769.979		1.447.981.769.979
Charges financières de la dette	*225.000.000.000*	*46.374.972.421*		*271.374.972.421*
Dépenses de personnel	*406.000.000.000*		*18.139.583.234*	*387.860.416.766*
Dépenses de biens et services	*190.000.000.000*		*851.837.803*	*189.148.162.197*
Dépenses de transferts	*542.000.000.000*		*15.398.734.344*	*526.601.265.656*
Autres dépenses (charges communes)	*70.000.000.000*	*2.996.952.939*	*0*	*72.996.952.939*
Dépenses d'investissent	458.000.000.000		159.682.368.483	298.317.631.517
Budgets Annexes	**7 800 000 000**		**1.458.704.520**	**6.341.295.480**
Transferts versés aux Budget Annexes	7 800 000 000		1.458.704.520	6.341.295.480
Comptes Spéciaux du Trésor (CST)	**98.591.000.000**		**17.882.733.283**	**80.708.266.717**
Transferts versés aux CST	98.591.000.000		17.882.733.283	80.708.266.717
Total Général	**1.997.391.000.000**		**164.042.036.307**	**1.833.348.963.693**

Article cinquième : Le premier bilan d'ouverture de la comptabilité général de l'Etat joint à la présente loi de règlement (cf. Annexe 6.2), est limité aux actifs financiers et aux passifs de l'Etat, sous réserve de la mise en œuvre progressive de la comptabilité des matières.

Article sixième : La présente loi de règlement sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Brazzaville, le

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MACKOSSO

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Jean-Baptiste ONDAYE

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille Public,

Ludovic NGATSE